

LES STATUTS DES CULTES DISSIDENTS EN ITALIE CONCORDATAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 juin 1936, à 14 h.

PAR

Jacques MAITREJEAN

Président : M. SCELLE, Professeur

<i>Assesseurs</i>	}	MM. ROLLAND, LE FUR.	}	<i>Professeurs</i>
-------------------	---	-------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LES STATUTS
DES CULTES DISSIDENTS
EN ITALIE CONCORDATAIRE**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LES STATUTS DES CULTES DISSIDENTS EN ITALIE CONCORDATAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 juin 1936, à 14 h.

PAR

Jacques MAITREJEAN

Président : M. SCELLE, Professeur

<i>Assesseurs</i>	}	MM. ROLLAND, LE FUR.	}	<i>Professeurs</i>
-------------------	---	-------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1936



INTRODUCTION

Les accords du 11 février 1929 entre l'Etat Italien et le Saint-Siège, provoquèrent une sorte de panique parmi les libres penseurs et les adhérents des cultes non catholiques. On se demanda si on n'allait pas revivre les tristes jours de la Révocation de l'Edit de Nantes. Et ces craintes se répandirent même à l'étranger, tellement que, d'après Piacentini, beaucoup de non-catholiques italiens, qui entretenaient des rapports d'amitié ou d'affaires avec des personnes résidant dans les centres les plus importants de l'Angleterre, de l'Amérique du Nord et de la France, furent, du 15 février au 15 mars 1929, anxieusement priés de donner, même par télégraphe, des assurances sur leur sort.

On songea même, dans certains pays, à organiser une action de caractère international pour lutter contre le péril. On alla jusqu'à prévoir un exode en masse des non-catholiques, nationaux ou étrangers, et la liquidation de leurs biens de façon à sauver ce qui serait possible (Piacentini, *La legge*, 24 Giugno 1929 N° 1159, Roma 1929).

On prétendait qu'il y avait des clauses secrètes dans les accords du Latran : clauses par lesquelles le gouvernement s'engageait à limiter le plus possible la liberté des non-catholiques, spécialement la publicité du culte, la liberté d'enseignement et de propagande. Cette « émotion » était, en partie factice : il s'agissait de « chauffer » l'opinion de façon à impressionner le gouvernement et à l'amener à maintenir la situation faite jusque là aux cultes dissidents. Mais elle n'était cependant pas dépourvue de toute base, l'Etat Italien se proclamant nettement catholique. Dans un article paru dans la *Civiltà fascista illustrata nella doctrina e nelle opere*, Torino 1928, p. 307, le Garde des Sceaux Rocco écrivait : « l'Etat fasciste n'est pas l'Etat athée, étranger aux problèmes religieux. Au contraire, il professe une seule religion : la religion de la quasi-unanimité du peuple italien, la vraie religion, à savoir la religion catholique ».

A la règle fondamentale du Statut du Royaume qui, dans l'article 1^{er}, proclame que la religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion dans le Royaume, et que les autres cultes ne sont que tolérés, la pratique et la tradition libérale avaient substitué la formule de l'égalité des divers cultes au regard de l'Etat.

Le fascisme repousse cette formule agnostique qui méconnaît les sentiments des citoyens : il professe et

il protège la religion catholique, et dans ses lois, il n'est pas disposé à mettre sur le même pied les autres cultes.

Une telle profession de foi était de nature à jeter quelque alarme dans le cœur des dissidents. Le gouvernement italien s'empressa de les rassurer, soit qu'il craignit que la campagne de panique ne s'envenimât et ne créât des difficultés, spécialement aux Etats-Unis et en Angleterre, soit qu'il se piquât de ne pas paraître inféodé au Vatican.

A la cinquième assemblée du Régime, le 10 mars 1929, Mussolini s'exprima ainsi : il est quasi-superflu de dire que la position de privilège faite à l'Eglise catholique ne signifie pas que les autres cultes jusqu'ici tolérés seront désormais persécutés, supprimés ou même simplement molestés. L'Etat italien est catholique, mais cela ne veut pas dire qu'il songe à faire une pression quelconque sur qui que ce soit pour l'amener même à la religion de la majorité.

Dans le Rapport à la Chambre des Députés sur les accords de Latran, le Duce disait : la pleine liberté de l'exercice des cultes non-catholiques admis dans l'Etat, l'égalité des citoyens devant la loi, quelle que soit leur religion, ne sont pas, et ne pouvaient pas être, le moins du monde atteintes. Et il annonçait le prochain dépôt d'un projet de loi qui garantirait d'une manière tangible le libre exercice de tout culte, non

contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, et qui réaffirmerait l'irrélevance de la confession religieuse pour la jouissance des droits civils et politiques dans le Royaume.

Le même jour, paraissait un communiqué officiel de l'agence « La Corrispondenza » qui assurait que serait garantie la liberté de tous les cultes admis et que les accords de Latran n'apportaient pas de modifications notables dans le régime des autres cultes. » Il était ajouté que, en vertu du statut d'abord, et maintenant par l'effet du concordat, l'Etat ignore ces cultes : Il ne leur prête pas son aide, mais il n'intervient pas dans leur vie. Les accords établis dans le Concordat se réfèrent exclusivement à l'Eglise catholique, à laquelle est reconnue une juste position de privilège. Les autres cultes maintiennent leur situation au regard des lois italiennes. La seule limitation nouvelle qu'ils subissent se réfère à la propagande, qu'ils ne pourront plus faire en dehors des temples et par des méthodes tumultueuses « con metodi clamorosi in altri tempi deplorati ». Spécialement, une telle propagande ne sera plus tolérée à Rome.

Et comme cette réserve avait fait naître de nouvelles craintes, le 13 mai 1929, dans un discours à la Chambre, Mussolini précisait les conséquences du caractère sacré de Rome. Ce caractère, nous le respectons. Mais, il est ridicule de penser, comme il a été dit,

que l'on allait fermer là où les synagogues. Les Hébreux sont à Rome depuis le temps des Rois. Ils étaient cinquante mille au temps d'Auguste; ils pleurèrent sur la dépouille de Jules César. Ils y resteront sans être molestés, et avec eux, tous ceux qui croient en une religion autre que la catholique.

Toutes ces déclarations sont fort rassurantes; il nous a paru intéressant de rechercher si elles étaient d'accord avec les faits. Quelles sont les confessions non catholiques qui ont une certaine importance en Italie ? Quel est leur statut légal et celui de leurs adhérents ? Est-il compatible avec les principes de la liberté de conscience et de culte, et de l'égalité des citoyens devant la loi, abstraction faite de leurs croyances religieuses ? Telles sont les questions qui retiendront notre particulière attention.

CHAPITRE PREMIER

CULTES NON-CATHOLIQUES EXISTANT EN ITALIE

Dans le communiqué officiel de la *Corrispondenza* (15 mars 1929) dont nous avons déjà parlé, on lit que les cultes qui ont en Italie un développement sensible sont l'Hébraïque, le Protestant dans ses différentes variétés, et, avec une bien moindre importance, l'Orthodoxe.

§ 1. — LE CULTES HÉBRAÏQUE

D'après Jemolo (*Elementi di diritto ecclesiastico*, Firenze, p. 439) la confession israélite a comme caractéristique de ne pas constituer, en Italie du moins, une organisation unitaire. Les Israélites sont unis entre eux par des liens ethniques, par la communauté de foi, par l'identité substantielle des pratiques culturelles : mais ils ne forment pas une « Eglise ». Sans

doute, dans les derniers temps, en concordance avec le mouvement sioniste, on a bien essayé de ressusciter l'ancienne unité, en plaçant les communautés israélites sous la dépendance des Rabbins de Palestine : mais ces tentatives ont échoué.

En France, il est du moins possible de parler d'une Eglise israélite nationale, mais en Italie, il n'y a pas d'organes du culte israélite à caractère national : il n'y a que des organes de bienfaisance et d'enseignement qui développent une activité au profit de tous les Juifs du Royaume. Tel est le cas, par exemple, du Consortium delle universita o communita israelitiche italiane, dont le siège est à Rome, et qui a été érigé en personne morale par le décret royal du 6 mai 1920, N° 611. Les communautés israélites du Royaume et des colonies peuvent y adhérer si elles le veulent. Son but est de sauvegarder la culture hébraïque, son patrimoine historique et artistique et de défendre les intérêts généraux de l'hébraïsme. Le Consortium comporte un congrès, qui se réunit tous les trois ans et où sont représentés les diverses communautés adhérentes, chacune disposant d'une voix par mille fidèles; et un comité de quatorze membres, nommés par le congrès, et qui exerce le pouvoir exécutif. Les liens qui unissent les communautés israélites sont des plus lâches : l'on est aux antipodes de l'organisation catholique. C'est à ce point qu'il n'est pas aisé de savoir qui

appartient à la confession israélite : le critère est fort incertain. Les uns prétendent qu'il suffit d'être le fils d'une mère israélite; d'autres qu'il faut avoir la foi et pratiquer; d'autres enfin distinguent, selon qu'ils s'agit d'hommes ou de femmes : les premiers doivent être circoncis, et les secondes pratiquer.

On discute également pour savoir si « l'appartenance » peut se perdre... et la négative tend à prévaloir.

Dans l'Ancien Testament, il y avait chez les Hébreux, un clergé héréditaire : actuellement, il n'y a plus, semble-t-il, de clergé du tout. Les Rabbins sont de doctes personnages connaissant les lois et les traditions : mais ils n'ont pas de pouvoir propres, distincts de ceux de tout israélite mâle et majeur au regard de la religion, c'est-à-dire ayant treize ans.

Tout israélite mâle et majeur peut exercer et exerce parfois les fonctions de rabbin : bénédiction nuptiale, circoncision. Les organisations destinées à subvenir aux besoins du culte prennent le nom de *comunita* ou *di universita* : ce sont des personnes morales, tantôt de droit public et tantôt de droit privé, selon les régions. Les offices se célèbrent en langue italienne, parfois en langue allemande ou espagnole.

§ 2. — LES CULTES PROTESTANTS

La confession vaudoise est la plus ancienne des confessions réformées qui existent aujourd'hui en Italie. Traditionnellement, pour en faire partie, il suffirait d'être baptisé et de pratiquer la foi qu'elle enseigne; mais depuis 1914, on n'y entre plus que par une manifestation expresse de volonté. Cette Eglise ne reconnaît d'autre chef que Jésus-Christ, ni d'autres doctrines religieuses que celles qui sont contenues dans l'Ancien et le nouveau Testament.

Pour en être membre, il faut : 1° faire une demande à qui de droit; 2° professer les principes de l'Eglise et vivre conformément à ses principes; 3° contribuer selon ses moyens aux besoins de l'Eglise; 4° se soumettre à ses chefs.

Il y a une Eglise vaudoise universelle et des Eglises vaudoises particulières.

L'Eglise vaudoise universelle comporte les organes suivants : le synode qui se réunit tous les ans le 1^{er} septembre à Torre Pellice, qui délibère sur les intérêts généraux de l'Eglise et tranche en dernier ressort toutes les questions de doctrine et de discipline : la Tavola nommée par le Synode, qui est composée d'un modérateur et d'un vice-modérateur, de quatre ministres de la Parole en activité de service et de trois laïcs.

Elle est propriétaire de tous les biens meubles et immeubles de la Confession : elle passe les contrats y afférents; elle dirige l'œuvre d'évangélisation, surveille tous les établissements d'instruction. Son siège est à Torre Pellice; la commission des établissements hospitaliers, etc...

Les Eglises particulières sont celles qui se constituent dans une localité déterminée, aux conditions suivantes : quarante membres au moins, dont vingt électeurs. Sont électeurs ceux qui en font la demande expresse, ont vingt-et-un ans, contribuent aux charges de l'Eglise et suivent les offices.

Les Eglises particulières ont comme organes : l'assemblée des adeptes et le conseil de l'Eglise composé du pasteur, des évangélistes et des diacres. Les pasteurs doivent avoir vingt-cinq ans, une certaine culture et avoir été consacrés : ils s'occupent spécialement de la prédication et de l'enseignement de la jeunesse; ils président le culte public, administrent les sacrements, bénissent les mariages.

Les ministres consacrés, forment le corps pastoral. Les évangélistes aident les pasteurs, surtout dans l'assistance des malades et des pauvres; les diacres s'occupent spécialement de l'administration financière de l'Eglise.

Il y a des organes de liaison entre les Eglises locales et l'Eglise universelle : ce sont des conférences où se

réunissent des représentants de l'Eglise et des ministres : conférence des vallées vaudoises, de l'Italie septentrionale, de l'Italie centrale, des Pouilles et de la Sardaigne, de l'Italie méridionale et de la Sicile, de l'Amérique du Sud (*chiesa evangelica Valdese. Costituzione e regolamenti organici. Torre Pellice, 1914 et jahier. La condizione giuridica delle chiese evangeliche in Italia, Torino 1921*).

Toutes les autres Eglises protestantes ne sont que des rameaux de confessions étrangères. On distingue parmi elles, les Eglises évangéliques italiennes, dépendant de comités étrangers : les Eglises dei Fratelli (1855); les Eglises méthodistes Wesleyennes (1859); Les Eglises baptistes d'origine italo-anglaises (1866); les Eglises baptistes d'origine italo-américaine (1870); les Eglises méthodistes épiscopales (1870), et les Eglises réformées de langue française, presbytériennes et épiscopales de langue anglaise, et enfin les luthériennes de langue allemande.

C'est une question de savoir si l'Armée du Salut doit être tenue pour une confession religieuse. Il est intervenu à son sujet deux décisions contradictoires de la Cour de Cassation d'Italie : l'une affirmative du 27 mai 1892. Il s'agissait de savoir s'il convenait d'appliquer aux perturbateurs des réunions de l'Armée du Salut, les mêmes pénalités qu'aux perturbateurs des cultes. La Cour l'admet, sans toutefois trancher ex-

pressément la question de savoir si on est en face d'une confession religieuse; l'autre négative du 30 novembre 1903, dans laquelle la Cour recherche ce qu'est l'Armée du Salut et décide que ce n'est ni une religion, ni un culte. Actuellement, il y a tendance à ranger l'Armée du Salut parmi les confessions évangéliques.

§ 3. — LES CULTES ORTHODOXES

Il existe deux sortes de communautés orthodoxes : la grecque et la serbe.

L'Eglise grecque a quelques établissements italiens indépendants les uns des autres. Telles, par exemple, la confraternité et l'Eglise grecque de Saint-Pierre et Paul, dont le statut approuvé par le gouvernement des Bourbon le 20 Février 1764 a été remis en pleine vigueur par la loi du 13 juillet 1877 N° 3.942.

Aux termes de ce statut, la confraternité est constituée par tous les Grecs demeurant à Naples, âgés de vingt ans, exerçant une profession ou étant chefs de famille : mais l'Eglise est ouverte à tous les Grecs. Comme organes, la confraternité compte quatre gouverneurs, quatre députés, un trésorier, un chancelier, des réviseurs de comptes : tous nommés par un système mixte d'élection et de cooptation. Il est pourvu au service cultuel par deux chapelains révocables ad

nutum. Des représentants de l'Etat peuvent figurer à l'assemblée et ont un certain rôle en matière de comptes.

On peut encore citer deux autres Eglises grecques : l'une à Livourne qui existe depuis la seconde moitié du XVIII^{me} siècle; l'autre à Venise, sous le vocable de Saint-Georges, qui existait dès avant le XV^{me} siècle et qui a été l'objet d'un règlement en date du 6 juin 1917 (*Scaduto Confraternita dei Greci di Napoli e manuale, Scaduto diritto ecclesiastico vigente in Italia*, manuale Firenze 1892. *Istitutioni di diritto ecclesiastico*, Cortona 1925.

Dans la monarchie austro-hongroise, il existait une Eglise métropolitaine grecque-orientale, et ne dépendant que d'elle-même, de Dalmatie et de Bukovine, à laquelle était rattaché l'évêque gréco-oriental de Zara. Cette Eglise métropolitaine était dirigée par un synode dont les décisions relatives au dogme ou à la morale devaient être sanctionnées par le gouvernement impérial et royal. Les évêques greco-orientaux étaient nommés par l'Empereur-roi.

A la chute de la monarchie austro-hongroise, cette Eglise métropolitaine tomba sous la dépendance de l'Eglise serbe. Mais, pour les Eglises particulières situées à l'intérieur des nouvelles frontières d'Italie, il intervint un accord avec la Yougoslavie, le 2 juillet

1924, accord qui fut ratifié par le décret-loi du 9 octobre 1924, N^{os} 1834-1846.

Aux termes de cet acte, les Eglises dont le siège est dans le royaume, ont une complète autonomie ecclésiastique. Elles dépendront de l'évêque de Zara, lequel doit obtenir l'exequatur du gouvernement italien. Elles ont l'entière liberté de culte et la pleine personnalité morale, dans les conditions déterminées par les lois italiennes pour les personnes morales ordinaires. (*Galante Manuale di diritto ecclesiastico*, 2^e édit., Milano 1923).

D'après Giudice (*Corso.*, p. 245), toutes ces confessions non catholiques ne réussissent à grouper que « poche migliaia di addetti » peu de milliers d'adeptes, sans cohésion, en face des millions compacts d'adhérents à l'Eglise catholique.

Voici les données statistiques sur la répartition des différents cultes en Italie :

Date du recensement	Catholiques	Protestants	Israélites	Libres-Penseurs
10 juin 1901	32.983.664	123.253	—	874.532
20 février 1911	31.539.863	65.595	—	36.092
21 avril 1931	41.063.963	82.569	47.485	17.493

La population totale de l'Italie était, au 21 avril 1931, de 41.220.134 habitants. La proportion des non-catholiques est donc infime.

Il faut encore noter que parmi les 82.569 protestants, il y a 31.625 étrangers; il y a 5.896 orthodoxes

dont 3.784 étrangers; 814 mahométans dont 677 étrangers et 2.326 membres de diverses religions.

Les statistiques des célébrations de mariages depuis les accords de Latran, démontrent avec évidence que la proportion des libres-penseurs et des non-catholiques est infime en Italie.

96-88 % de tous les mariages sont contractés dans les formes catholiques.

(Communiqué de l'Institut Central de Statistique du 18 avril 1932).

Mais la liberté de conscience et de culte apparaissent comme des droits de l'homme, sacrés et essentiels si bien qu'on s'efforce de les assurer à chacun, c'est à ce point que le droit international, si imparfait pourtant qu'il soit, lutte depuis longtemps, et aujourd'hui plus que jamais, pour que les Etats reconnaissent ces droits à leurs minorités. On sait, écrit M. Scelle (*Précis de droit des Gens*, t. II, p. 188, Sirey 1934) que sous l'Ancien Régime, la liberté religieuse n'existait pas, que le conformisme était juridiquement obligatoire, et qu'en revanche, les dissidents religieux n'hésitaient guère à faire cause commune avec l'Etranger... On voit en 1655 Cromwell intervenir auprès de Mazarin en faveur des Vaudois persécutés et décimés. Au XVIII^e siècle, plusieurs traités de cession stipulent la liberté religieuse des populations qui changent de maîtres, notamment le traité d'Olivia entre la Pologne, la Prusse

et la Suède en 1660; les traités de Nimègue et de Ryswick entre la France et la Hollande; les différents traités de partage de la Pologne au XVIII^e siècle.

En 1919, le premier projet de Pacte, élaboré par la Commission de l'Hôtel Crillon, comportait un article relatif à la liberté religieuse. « Les Hautes Parties contractantes sont d'accord de ne faire aucune loi interdisant le libre exercice des cultes ou y mettant entrave et de n'établir aucune distinction de droit ou de fait à l'égard des personnes qui pratiqueraient une religion spéciale ou une croyance ne portant pas atteinte à l'ordre public ou aux principes publics de morale. »

Ce texte ne figure pas dans la formule définitive du Pacte; mais il n'en est pas moins très intéressant, car il montre l'importance que l'on attache aux libertés religieuses. Il s'agissait de les garantir dans tous les Etats : mais l'on craignit que des difficultés pratiques graves ne naquissent de ce texte. Et finalement, il ne fut imposé, avec d'autres obligations, qu'à certains Etats (Pologne, Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Roumanie, etc...). Mais, l'idée de généraliser le système de la protection des minorités reste « dans l'air »; nous n'en voulons pour preuve que la résolution de l'Assemblée de la S. D. N., lors de sa troisième session, exprimant l'espoir « que les Etats qui ne sont liés vis-à-vis de la S. D. N., par aucune obligation légale en ce qui

concerne les minorités, observeront cependant dans le traitement de leurs minorités de race, de religion ou de langue, au moins le même degré de justice et de tolérance qui est exigé par les traités et selon l'action permanente du Conseil ».

L'Italie respecte-t-elle ces desiderata dans le traitement qu'elle accorde aux Confessions religieuses minoritaires qui existent chez elle ?

Tel est le problème que nous allons maintenant examiner, mais au préalable, il paraît indispensable de montrer que l'Eglise Catholique, spécialement depuis les accords de Latran, a en Italie une situation de privilège.

CHAPITRE II

SITUATION PRIVILEGIEE DE L'EGLISE CATHOLIQUE PAR RAPPORT AUX AUTRES CULTES

L'Italie n'admet pas le principe de l'égalité des divers cultes : elle fait une situation de privilège à l'Eglise catholique. Le statut du Royaume de 1848 disposait : la religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion de l'Etat. Les autres cultes actuellement existants sont tolérés conformément aux lois. On a discuté sur la portée de cette disposition : Jemolo estime qu'il s'agissait là, non pas d'une véritable règle juridique, mais d'une de ces déclarations de principes qu'on trouve fréquemment dans les Constitutions et qui n'ont pas de caractère impératif (« La natura e la portata dell' articolo 1 dello statuto », in *Rivista di diritto pubblico*, 1913).

Cependant, il reconnaît que le législateur constituant sarde entendait que, sauf dispositions contrai-

res du Statut, les rapports de l'Eglise et de l'Etat restaient ce qu'ils étaient alors en Piémont; il voulait que l'Eglise catholique demeurât l'Eglise de l'Etat, avec tous les avantages, mais aussi toutes les sujétions qui en découlent; il se refusait à admettre de nouvelles confessions religieuses. Quant à celles qui existaient, leur activité était assez limitée; elles ne devaient pas faire de prosélytisme et l'Etat ne les entourait pas d'honneurs. Mais en fait, l'intention, du Constituant sarde ne passa pas dans la réalité : de nouveaux cultes furent admis, et la tendance à la parité des cultes prévalut.

L'Eglise Catholique et toutes les autres sociétés religieuses étaient traitées sous le dénominateur commun de « culti amessi nello Stato » (Giudice, *Corso*, p. 216). Le même auteur soutient même que l'Eglise catholique avait alors une situation de privilège, mais à rebours « privilegia odiosa » (Giudice, *Corso*, p. 223).

Elle se concrétise, par exemple, dans le code pénal Zanardelli, de 1889, lequel accorde une protection égale à tous les cultes (art. 140-143). La doctrine de « la parité » implique que l'Etat ne s'occupe pas de « l'essence » des cultes : il ne porte pas d'appréciation sur leur valeur dogmatique ou morale. Il les abandonne aux discussions des individus et à leur libre choix. Il va de soi que l'Eglise catholique rejette une telle doctrine : elle n'accepte pas qu'on mette sur le

même plan la vraie religion et les autres (Léon XIII, *Encyclique Libertas*, 1888). C'est là un argument d'ordre théologique, peut-être pourrait-on en produire un autre d'ordre pratique : c'est à savoir que la population de l'Italie est presque tout entière catholique. Il y a là une question qui a quelque ressemblance avec celle de l'égalité des Etats. L'Ancien Régime, dans le domaine international comme dans le domaine national, était fondé sur l'inégalité. Les Etats avaient des rangs de préséances auxquels ils attachaient une extrême importance. Le xix^e siècle proclame le principe de l'égalité des Etats : mais, à l'épreuve, il donne de détestables résultats, et actuellement, on s'efforce de remédier à ce qu'il a de trop simple et de trop artificiel. En réaction contre les errements antérieurs, écrit J. Deveau (*Traité élémentaire de droit international public*, Sirey, 1935, p. 94) le droit d'égalité absolue a été pendant longtemps considéré comme un dogme généralisé du droit des gens... Toutefois, de constants démentis étaient apportés à cette théorie strictement égalitaire. Ces démentis découlaient tous d'une constatation fondamentale : l'inégalité de fait qui existe entre les membres de la société internationale et qui est même la caractéristique de toute organisation humaine.

Quoiqu'il en soit, la parité entre les divers cultes que le libéralisme avait fini par instaurer *en fait* en Italie,

n'existe plus depuis l'arrivée au pouvoir du Fascisme. A l'assemblée quinquennale du Régime, 11 mars 1929, Mussolini déclarait : « nous avons reconnu à l'Eglise catholique un poste prééminent dans la vie religieuse du peuple romain ; chose parfaitement naturelle pour un peuple catholique comme le nôtre, et pour un régime tel que le Fascisme. »

Dans le rapport à la Chambre des Députés sur les accords de Latran, il écrivait : dans un Etat catholique, l'Eglise catholique doit jouir d'une situation juridique de particulière faveur, sinon de privilège dans le vieux sens du mot. L'Eglise est non seulement respectée, ce que peut faire un régime libéral et agnostique. L'article 1^{er} du Concordat est plus favorable. On y renonce à considérer l'Eglise comme une association privée régie par le droit commun, la religion comme une question de conscience individuelle...

L'article 1^{er} du Traité de Latran reconnaît et réaffirme le principe consacré dans l'article 1^{er} du Statut du Royaume, du 4 mars 1848, par lequel la religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion de l'Etat. Mais ce principe va, si l'on peut dire, être repourvu de substance et de réalité.

Dans son rapport à la Chambre des Députés sur les accords de Latran, Mussolini écrit : L'art. 1 dello statuto, rimesto pu lungo tempo lettera morta, ritorno ad avere vigore e pratica applicazione.

Notons pourtant qu'un juriste très estimé, Volpicelli, soutient que même aujourd'hui le dit article ne fait qu'affirmer que la religion catholique est la seule religion officielle de l'Etat. D'après lui, toutes les dispositions du Concordat qui pourraient tendre à démontrer le caractère confessionnel de l'Etat italien ne constituent qu'une simple et stricte conséquence du caractère officiel du culte catholique, comme culte de l'immense majorité, et n'ont qu'un but qui est de préserver son prestige, sans constituer une odieuse exception juridique et encore moins une activité de caractère intimement confessionnel (*La natura superconfessionnale*, cité par Giudice, p. 234).

C'est d'abord l'article 1^{er} du Concordat : l'Italie, au sens de l'article 1^{er} du Traité, assure à l'Italie catholique le libre exercice du pouvoir spirituel, le libre et public exercice du culte et de sa juridiction en matière ecclésiastique, en conformité des termes du présent Concordat : là où il le faudra, elle accordera aux ecclésiastiques pour les actes de leur ministère, la protection de ses autorités. En considération du caractère sacré de la Cité éternelle, siège épiscopal du Souverain Pontife, centre du monde catholique et but de pèlerinages, le gouvernement italien aura soin d'interdire à Rome tout ce qui pourrait être en contraste avec le dit caractère.

Les commentateurs catholiques soulignent tous l'intérêt exceptionnel de cet article, spécialement en tant qu'il consacre la reconnaissance de la juridiction ecclésiastique en matière ecclésiastique, l'appui de l'Etat pour les actes des ministres du culte dans l'exercice de leurs fonctions spirituelles, et le caractère sacré de Rome.

La portée ne doit, cependant, pas en être exagérée : Mussolini le signale dans son rapport à la Chambre des Députés sur les accords de Latran. Le Concordat ne ressuscite pas en Italie le Moyen Age, ni toutes les anciennes situations que les temps modernes ont pour toujours éliminées. Il ne ressuscite pas le privilège du for ecclésiastique, ni le droit d'asile, il ne reconstitue pas la main-morte, et il ne supprime pas la liberté de conscience et de culte. Et le caractère sacré de Rome ne signifie pas que la ville éternelle devrait rester fermée aux courants des idées modernes, ni aux conquêtes de la pensée romaine, elle qui fut toujours à la tête de la civilisation. Le Concordat institue un régime de concorde et de collaboration entre l'Eglise catholique et l'Italie, mais pas un régime de confusion.

L'article 1^{er} du Concordat est un article de principe : il trouve son développement et se concrétise dans les articles suivants qui presque tous font à l'Eglise catholique une situation de faveur. Voici quelques exemples assez significatifs : En temps de paix, les clercs

qui ont reçu les ordres majeurs et les religieux qui ont prononcé des vœux, sont exempts du service militaire. En temps de guerre, ils font partie des forces armées; les prêtres gardent l'habit ecclésiastique et exercent leur ministère près des troupes; les clercs et les religieux sont de préférence versés dans les services sanitaires. Les prêtres qui ont charge d'âmes, évêques, curés, etc..., sont même dispensés de tout service militaire et demeurent à leur poste. Ce privilège paraît fort important : Mussolini, dans son Rapport à la Chambre des Députés, s'attache à le « minimiser ». Les ecclésiastiques et les religieux, écrit-il, sont considérés comme investis d'une mission qui, par son caractère même, intéresse l'Etat, et par suite ils sont l'objet d'une particulière déférence. Mais aucun privilège ne leur est reconnu par le Concordat, qui les distingue des autres citoyens, revêtus d'un service public. Exonérés du service militaire en temps de paix, ils accomplissent ce service en cas de mobilisation et sont affectés à des tâches compatibles avec leur caractère de ministres du culte. Peuvent seuls être dispensés de tout service militaire, les prêtres qui ont charge d'âmes, semblables en cela aux fonctionnaires de l'Etat ou des communautés publiques regardés comme indispensables dans leur poste. A plusieurs reprises, Mussolini revient sur cette assimilation. Par exemple, quand le Concordat dispense les clercs d'être

jurés, quand il admet qu'ils peuvent se retrancher derrière le secret professionnel, que fait-il d'autre, sinon que de leur reconnaître des prérogatives que possèdent aussi les personnes revêtues de fonctions d'intérêt public ?

Dans le même sens, l'on peut encore citer l'article 6 du Concordat, qui dit que les traitements et les honoraires, perçus par les ministres du culte catholique à raison de leurs fonctions, sont exempts de saisie dans la même mesure que ceux des employés de l'Etat.

En somme, d'après le Duce, il ne faut pas comparer la situation des ministres du culte catholique avec celle des simples citoyens, mais avec celle de certains fonctionnaires publics. Peut-être faut-il voir là une sorte de survivance de la conception juridictionnaliste, qui, dans le Concordat de Napoléon, faisait des évêques des préfets violets... Peut-être faut-il voir là seulement l'expression de la tendance politique qui a prévalu depuis l'arrivée du Fascisme et qui consiste à voir d'un œil favorable l'action morale de l'Eglise, à la favoriser et à l'aider à atteindre ses fins, car l'Etat y a intérêt.

A notre sens, c'est l'idée qui a guidé les négociateurs italiens dans l'élaboration du Concordat. L'Eglise catholique représente dans ce pays une force considérable et salutaire. L'Etat ne peut que trouver son compte

à l'aider : elle lui fait d'excellents citoyens dans la mesure où ses préceptes sont mis en pratique. Les privilèges qu'obtient l'Eglise catholique se justifient par sa force et son utilité. Le point de vue du Saint-Siège est forcément autre : il estime que la situation faite à l'Eglise n'est pas une situation de faveur. Possédant seule la vérité religieuse, ses droits naturels s'étendent au-delà de ceux qu'accorde le Concordat ; mais il faut tenir compte du « malheur du temps », et, en fait le Concordat est aussi bon qu'il pouvait être. Pie XI l'a déclaré dans plusieurs discours au moment de la signature des Actes de Latran.

Le traité conclu entre le Saint-Siège et l'Italie n'a pas besoin d'autres explications et justifications extérieures, parce que, en réalité, il contient en lui-même l'explication et la justification la plus claire et la plus définitive. Mais il est cependant une explication et une justification externe, non moins claire et non moins définitive, c'est le Concordat. C'est le Concordat qui non seulement explique, justifie le mieux le Traité, mais encore qui le recommande comme sa véritable condition d'existence et de vie.

On a dit que la « question romaine » était plus facile à résoudre que celle des relations de l'Eglise et de l'Etat en Italie, par le moyen d'un Concordat « avec la reconnaissance de l'existence, à l'intérieur du territoire national d'une autre Puissance, douée concur-

remment avec l'Etat du pouvoir de commander « *di potere d'impero* », *Giudice Corso*, p. 167.

Lorsqu'on reconnaît à l'Eglise la personnalité juridique avec tous les droits qui en découlent; lorsque le sacrement du mariage prend la place qui lui convient dans la législation et dans la vie civile; lorsqu'aux familles religieuses est reconnue la personnalité juridique; lorsque l'Université catholique du Sacré-Cœur obtient à la fois une si haute et si légitime considération; lorsqu'on rend à l'enseignement religieux la mission et l'honneur qui lui sont dus; lorsque, par ailleurs, on concède à l'Action catholique sa place légitime : en vérité, il est aussi facile que juste de comprendre que l'on puisse et que l'on doive remercier de tout cœur le Seigneur (Discours du 13 février 1929, adressé aux Professeurs et aux Etudiants de l'Université Catholique du Sacré-Cœur de Milan).

En cas de poursuites pénales, les ecclésiastiques bénéficient d'un statut particulier. Le procureur du Roi doit informer l'évêque du délinquant, lui communiquer les décisions des juridictions d'instruction et de jugement. En cas d'arrestation, l'ecclésiastique est traité avec les égards dus à son caractère et à son rang. La condamnation se purge, en principe, dans des établissements spéciaux, à moins de dégradation du clerc par son évêque.

Dans son rapport à la Chambre des Députés, Musso-

lini déclare que ces règles n'ont pas une bien grande portée. Toutes ces dispositions, d'après lui, ne constituent certainement pas des restes de l'ancien privilège du for, si tenacement défendu par l'Eglise dans d'autres temps. La loi de l'Etat ne souffre pas d'exceptions. Certes, ces règles sont exorbitantes du droit commun : mais l'Etat ne doit-il pas faire quelque chose pour sauver le prestige des corps constitués ?

Dans l'article 11 du Concordat, l'Etat reconnaît les jours de fête admis par l'Eglise et qui sont : tous les dimanches, le premier jour de l'an, le jour de l'Epiphanie (6 janvier), le jour de la fête de Saint-Joseph (19 mars), le jour de l'Ascension, le jour del Corpus Domini, le jour de la fête de Saint-Pierre et Saint-Paul (29 juin), le jour de l'Assomption (15 août), le jour de la Toussaint (1^{er} novembre), le jour de la fête de l'Immaculée Conception (8 décembre), le jour de Noël (25 décembre). Cet article n'a pas un son bien agréable pour des oreilles libérales; mais il ne faut pas oublier que le peuple italien est à peu près tout entier catholique, et il est indispensable de ménager au cours de l'année quelques jours de demi-repos. Il y a intérêt à les faire coïncider avec les fêtes catholiques, de façon que parents et amis puissent de temps en temps se réunir et respirer.

D'autres dispositions ont soulevé des critiques plus vives encore dans les sphères libérales : telle celle qui

visé les prêtres apostats ou hérétiques et qui les empêche d'obtenir ou de conserver un emploi de l'Etat, dans lequel ils seraient en rapport avec le public (art. 5).

Mussolini s'en est expliqué : le Concordat reconnaît que le caractère sacré que les ecclésiastiques acquièrent volontairement, leur impose des devoirs particuliers, même à l'égard de l'Etat. Il s'ensuit que l'ecclésiastique qui a accepté la discipline de l'Eglise, ne peut servir l'Etat, du moins dans les fonctions qui requièrent un prestige particulier, s'il est un transfuge de l'Eglise ou s'il a été rejeté de son sein. Peut-être cette argumentation est-elle un peu faible : il est possible et il est arrivé, que des ecclésiastiques quittent l'Eglise pour des raisons qui leur font honneur. Mais, le législateur ne peut pas légiférer pour des cas exceptionnels et il est juste de noter que tous les emplois de l'Etat ne sont pas fermés aux dits ecclésiastiques. Mussolini ajoute que, pour la même raison, les ecclésiastiques et les religieux définitivement interdits par l'autorité compétente, ne peuvent plus porter l'habit ecclésiastique. Cette prohibition paraît fondée : du moment que les dits ecclésiastiques ne font plus partie du personnel de l'Eglise, ils ne doivent pas pouvoir en conserver la livrée. Pour le grand public, l'habit fait bien un peu le moine.

Les annales judiciaires sont pleines d'escroqueries

et de séductions, commises sous le pavillon du costume ecclésiastique usurpé, ou indûment porté.

D'après l'article 29 du Concordat, lettre N, in fine, le port de l'habit ecclésiastique, lorsqu'il est illégitime, est puni des mêmes peines que l'usage abusif de l'uniforme militaire.

Dans l'article 29 du Concordat, l'Etat italien promet de revoir sa législation en matière ecclésiastique, de la réformer et de la mettre en harmonie avec les directives dont s'inspirent les Accords de Latran. Et il indique les points sur lesquels les Hautes Parties Contractantes sont déjà d'accord : dans l'ensemble, il s'agit d'une large extension de la personnalité morale et par suite du pouvoir de posséder des Entités ecclésiastiques.

L'article 30 place les biens de l'Eglise, sous l'administration exclusive de celle-ci, qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles. Tout contrôle de l'Etat est exclu, sauf dans le cas où il est appelé à verser des subventions pour le culte, ou à donner son autorisation en vue d'acquisitions nouvelles. Mussolini a également donné un commentaire de ces importants articles : l'Etat italien, dit-il, tempère la sévérité des lois éversives : (1)

(1) Le *leggi eversive* sont très principalement les deux lois du 7 juillet 1866 et du 15 août 1867. D'après Jemolo (*Elementi di diritto ecclesiastico*, Firenze, 1927, p. 235). Les principales dispositions de la première sont les suivantes : la personnalité juridique est enlevée à toutes les communautés religieuses : leurs biens sont tous dévolus au domaine, sauf

Mais il n'est pas question que l'Etat rende les biens confisqués, et il est pris des précautions pour que ne se reconstitue pas un vaste patrimoine immobilier, soustrait à la libre circulation des biens et aux exigences modernes du progrès agricole. Le Duce observe que, malgré les lois éversives, les Entités ecclésiastiques possédaient quand même par personnes interposées. C'était le système dit « des fraudes pieuses » *frodi pie*. L'Etat, d'après Mussolini, n'est pas désarmé depuis le Concordat : il est vrai que les régales sont abolies, ainsi que l'obligation de la conversion des immeubles en meubles : mais l'Etat garde vis-à-vis des Entités ecclésiastiques trois droits fondamentaux : celui de les reconnaître en conformité des lois civiles (art. 29, § a); celui d'autoriser toute acquisition des biens qu'elles veulent faire (art. 31 et 32); celui enfin d'autoriser les actes excédant la simple administration des biens ecclésiastiques par l'Eglise, spécialement dans les cas de subventions par l'Etat. Ce sont

ceux qui sont affectés au culte ou à des établissements hospitaliers : il est créé un fonds du culte, avec personnalité, mais contrôlé rigoureusement par l'Etat : l'Etat dote ce fonds de rentes 5 % dans la proportion de 95 % du patrimoine confisqué. Ces rentes sont destinées à payer des pensions aux membres des Couvents supprimés. Ceux-ci disparus, les rentes retournent à l'Etat dans la proportion des $\frac{3}{4}$ et du $\frac{1}{4}$ pour les communes où se trouvaient les couvents; les Entités religieuses qui gardent la personnalité, ne peuvent posséder comme immeubles que ceux qui sont destinés au culte ou à l'habitation des dignitaires ecclésiastiques.

La loi du 15 août 1867 dispose : que les chapitres collégiaux, cathédraux, les abbayes, les bénéfices sans charge d'âmes, perdent la personnalité juridique; que leurs biens sont dévolus au domaine; qu'ils touchent des rentes sur le fonds du culte; qu'une partie de leur patrimoine est confisquée (30 %).

là, conclut le Duce, des droits notables et suffisants pour éviter la répétition des vieux abus, tout en respectant l'autonomie des Entités religieuses.

C'est à propos du mariage et de l'enseignement religieux que la situation de privilège de l'Eglise catholique se manifeste tout spécialement. L'article 34 du Concordat déclare que l'Etat italien, voulant rendre à l'institution du mariage, qui est la base de la famille, la dignité conforme aux traditions catholiques de son peuple, reconnaît au sacrement de mariage, réglementé par le droit canonique des effets civils. Les publications seront, comme précédemment, effectuées, non seulement à l'Eglise paroissiale, mais aussi à la maison commune. Aussitôt après la célébration, le curé expliquera aux époux les effets du mariage civil, leur donnant lecture des articles du Code sur les droits et devoirs des époux; puis il rédige l'acte de mariage et, dans les cinq jours, il en adresse une copie intégrale à la Commune, afin qu'il soit transcrit sur les registres de l'état civil. Les causes concernant les nullités de mariage et la dispense du mariage célébré, mais non consommé, sont réservées à la compétence des Tribunaux et des dicastères ecclésiastiques. Les décisions et sentences y relatives, quand elles sont devenues définitives, seront portées au Tribunal suprême de la Signature, lequel contrôlera si ont été respectées les règles du droit canonique relatives à la compé-

tence du juge, à la citation, à la légitime représentation ou à la contumace des parties. Les dites décisions et sentences définitives, avec les décrets y relatifs du Suprême Tribunal de la Signature, seront transmises à la Cour d'Appel de l'Etat, compétente quant au territoire, laquelle, par ordonnance émise en Chambre du Conseil, les rendra exécutoires quant aux effets civils et ordonnera qu'elles soient transcrites sur les registres de l'état civil, en marge de l'acte de mariage. Quant aux causes de séparation de corps, le Saint-Siège consent qu'elles soient jugées par l'autorité judiciaire civile.

Ces dispositions se ramènent essentiellement à deux : des effets civils sont attachés au sacrement de Mariage, tel qu'il est régi par le droit canonique. Certes, les divers pays font une place chez eux aux législations externes, mais c'est assez rare quand il s'agit de leurs propres sujets et d'une matière qui, comme le Mariage, intéresse l'Etat à un si haut degré. Sans doute, le droit canonique n'est pas le droit d'un pays étranger; sans doute, il a longtemps régi le mariage dans bien des pays et, par exemple, en France; sans doute, bien des législations le prennent encore en considération. Cependant la sécularisation du mariage apparaissait comme une conquête du libéralisme. Jusqu'aux accords de Latran, dans le droit italien, il n'y avait qu'une seule forme de célébration du mariage

qui produisit des effets civils : celle qui était réglementée par le Code civil (Libro I, titolo V). Le mariage civil était dit « obligatoire ». Actuellement, le mariage civil n'est plus que facultatif, puisque le mariage religieux auquel toute efficacité juridique était déniée, est devenu l'une des formes de conclusion de justes noces, même au regard de l'Etat. Bref, le mariage canonique et le mariage civil sont mis sur le même plan. Chose plus grave encore : non seulement le droit canonique sur la matière du mariage est incorporé au droit de l'Etat, mais ce sont les Tribunaux et dicastères de l'Eglise qui tranchent les causes matrimoniales et non pas les Tribunaux de l'Etat. Il est difficile de ne pas voir là une atteinte à la souveraineté de l'Etat. Il est vrai que le contenu de cette notion de souveraineté est bien discuté. Mais, théoriquement du moins, le fonctionnement de Tribunaux étrangers dans un Etat donné, prête à de sérieuses objections. Le moins qu'on puisse dire, c'est que, dans la question du mariage, l'Eglise catholique jouit en Italie d'une situation spécialement privilégiée.

Le Duce s'est parfaitement rendu compte que c'est sur ce point que le Concordat s'écarte le plus des tendances modernes et il s'en est expliqué à diverses reprises.

La collaboration entre l'Etat et l'Eglise se manifeste dans les formes les plus typiques dans deux

domaines particulièrement délicats : celui du mariage et celui de l'instruction publique. Même ici, la souveraineté de l'Etat n'est pas atteinte : mais la valeur de la religion catholique, comme religion de l'Etat et du peuple italien, est pleinement reconnue. Le Concordat conserve au mariage toute son importance d'institution sociale et politique, puisque la famille, première cellule de la nation, reste toujours soumise aux lois de l'Etat. L'Etat n'a ni motif ni intérêt à empêcher tout ce qui peut relever cette institution dans l'esprit du peuple et renforcer sa valeur spirituelle. Pour le mariage, comme pour toutes les autres institutions, l'Etat doit fixer les conditions qu'il estime nécessaires pour qu'il puisse pleinement atteindre ses buts : mais dès que ces garanties sont offertes, il n'y a pas de difficulté à laisser l'Eglise organiser le mariage en conformité de ses fins. D'autant que le mariage canonique n'est pas, comme autrefois, le seul possible : le mariage normal, d'après Mussolini, théoriquement parlant, c'est le mariage civil; le mariage canonique n'est que subsidiaire, bien que muni des mêmes effets. « Il concordato presuppone la legislazione civile che disciplini il matrimonio nei riguardi di tutti i sudditi dello stato. » Il est donc toujours loisible à celui qui ne peut pas se marier devant l'Eglise de se marier civilement.

Le Duce ajoute que la réserve des causes matrimo-

niales aux Tribunaux ecclésiastiques n'atteint pas la souveraineté de l'Etat, ni son droit exclusif de juridiction. Et il explique que, du moment qu'on admettait que le mariage fut réglé par le droit canonique, il devait s'ensuivre logiquement que les Tribunaux d'Eglise devinssent compétents quand à la valeur du lien. Comment admettre que les Tribunaux laïques eussent pu appliquer et interpréter le droit canonique ? (2)

Du point de vue pratique, toute cette argumentation nous paraît raisonnable. Les gouvernements doivent tenir plus de compte de réalités que des principes. D'autant que les principes ne sont souvent que des constructions de l'esprit assez discutables, ce qui est le cas du principe de la souveraineté de l'Etat.

Quant à l'enseignement, l'on sait quelle importance y attache l'Eglise catholique, et à juste titre. Elle a toute une doctrine sur la question que nous ne pouvons développer ici, mais dont les principes fondamentaux sont les suivants : l'éducation n'est autre chose que le complément de la génération : elle appartient donc à ceux qui ont donné la naissance aux enfants « *dove ebbe la sua culla una natura humana, la pa la sua culla l'educazione humana* » (G. Allievo,

(2) On se rappelle que l'une des objections de la Papauté contre les « cultuelles » de la loi française de 1905, c'était que le Conseil d'Etat aurait à décider laquelle de ces cultuelles, s'il s'en formait plusieurs dans une paroisse, était en communion avec l'évêque et avec Rome.

Studi pedagogici, p. 298, Torino, 1893); les établissements d'enseignement ne sont donc que des auxiliaires de la famille « il prolungamento e il complemento della famiglia, la seconda famiglia del fanciullo » (Giuseppe Monti, *la libertà della scuola*, Milano, 1928, p. 6); l'Eglise catholique a le droit et le devoir d'enseigner, qu'elle tient de son fondateur « Gesu Christo, in fatti, istituì la chiesa cattolica, non solo come madre soprannaturale di tutti i suoi seguaci, ma anche come la loro maestra » (*Code di diritto Can. C.*, 1322).

En conséquence, l'Eglise a le droit d'instituer des écoles de tout degré : élémentaires, secondaires et supérieures. (Can., 1375). Elle ne prétend pas au monopole « la chiesa non si è mai arrogato il monopolio scolastico »; elle exige seulement que les écoles publiques ou privées, fréquentées par ses adeptes, soient catholiques, et une école est catholique quand elle enseigne la religion catholique, et donne une éducation catholique sous l'autorité et le contrôle de l'autorité compétente, autorità ecclesiastica, « Una scuola poi è cattolica quando insegna la religione cattolica e dà un'educazione cattolica sotto l'autorità e il controllo della competente autorità ecclesiastica » (Giuseppe Monti, *loc. cit.*, p. 21; cf., *Code de droit canonique*, Canons, 1373-1382).

Le Concordat reste un peu en deçà de ces exigences; mais il s'en rapproche. L'article 36 déclare que l'Italie

considère comme le fondement et le couronnement de l'instruction publique, l'enseignement de la doctrine chrétienne, dans la forme reçue de la tradition catholique. Et en conséquence, elle consent que l'enseignement religieux déjà donné dans les écoles élémentaires reçoive son développement dans les écoles moyennes, selon des programmes à fixer par l'accord de l'Etat et du Saint-Siège.

Cet enseignement sera donné par des prêtres ou des religieux, approuvés par l'autorité ecclésiastique, et subsidiairement par des laïques, munis d'un certificat d'aptitude délivré par l'ordinaire diocésain. La révocation de ce certificat prive, sans autre motif, le laïc du droit de donner cet enseignement.

Les livres destinés à cet enseignement doivent être approuvés par l'autorité ecclésiastique. Les articles suivants (37-38-39-40), visent l'application de ces principes à des cas particuliers : l'Etat s'attachera à faciliter l'accomplissement de leurs devoirs religieux par les organisations fascistes qui se réunissent les dimanches et jours de fête; l'Université du Sacré-Cœur de Milan reçoit un statut de faveur; les petits et les grands séminaires ne dépendent que des autorités ecclésiastiques, spécialement du Saint-Siège. Voici le commentaire qu'a donné Mussolini de ces dispositions : Le seul point sur lequel le Concordat fasse à l'Eglise catholique, en matière d'instruction publique, une situation

de faveur, est, comme il se conçoit aisément, l'enseignement religieux. Il admet là une certaine ingérence de l'Eglise, ingérence très limitée, écrit Mussolini, et parfaitement raisonnable, parce que seule l'autorité religieuse peut, avec la compétence nécessaire, juger de l'aptitude des maîtres et de l'orthodoxie des livres.

Cette brève analyse des textes du Concordat suffit à montrer que le Pape pouvait se féliciter de l'avoir signé. Peut-être, disait-il, n'est-il pas le meilleur que, l'on puisse désirer, mais il est le meilleur que la Papauté ait conclu dans les derniers temps. Cependant, certains commentateurs catholiques ont relevé qu'il contenait encore quelques traces de juridictionnalisme : prières dans les Eglises pour la prospérité du Roi d'Italie et de l'Etat Italien (art. 12); serment des évêques au Roi (art. 20).

La prééminence de l'Eglise catholique s'affirme non seulement dans le Concordat, mais encore dans d'autres textes : par exemple, dans le Code pénal italien de 1931, (art. 402 et suiv.) Les ministres du culte catholique jouissent d'une particulière protection; le gérant d'un journal qui injurierait le Pape ou la Religion catholique pourrait être révoqué; la vente de cartes postales offensantes pour l'Eglise catholique et ses dignitaires est réprimée (décret royal du 15 juillet 1923, N° 1691). (3)

(3) Le consortium des Universités israélites italiennes avait demandé

Comme l'a écrit Giudice (*Corso di diritto ecclesiastico italiano*, 1933) « la doctrine et la politique de l'Etat italien sont imprégnées (permeata) de la doctrine religieuse, morale, sociale et juridique du Catholicisme, et de lui seul » ; mais, est-ce à dire que la liberté de conscience et de culte n'existe pas en Italie ?

que soient punies les offenses aux autres cultes. Le garde des Sceaux Rocco ne l'admet pas, même légèrement, car l'Etat, dit-il, ne craint pas d'affirmer son caractère d'Etat essentiellement catholique. Le juriste Falco a critiqué ces dispositions et fait des réserves sur les paroles du Garde des Sceaux (*Le minoranze*, p. 11).

CHAPITRE III

LA LIBERTE DE CONSCIENCE DANS L'ITALIE ACTUELLE

Comme nous l'avons déjà noté au début de cette étude, les autorités responsables en Italie ont, à maintes reprises, affirmé que la liberté de conscience et de culte restait pleine et entière après les accords de Latran.

Dans un discours à la Chambre des Députés (24 mai 1929), le Garde des Sceaux, Rocco, s'exprimait ainsi : « La déclaration solennelle du Confessionnalisme de l'Etat et la réaffirmation de son caractère religieux et catholique n'emporte pas abolition de la liberté de conscience et de culte. Le nouvel Etat fasciste, même après le Concordat, continue certes à être un Etat catholique, mais moderne, laïc et tolérant, libéralement hospitalier pour toutes les religions qui ne sont pas en contraste avec les exigences fondamentales de la vie. Mais, une première difficulté se présente :

quand peut-on dire que la liberté de conscience existe et est garantie dans un pays donné ? Bien des réponses ont été faites à cette question et qui sont loin d'être concordantes. D'après Ruffini, quand l'Etat a garanti au citoyen la pleine liberté de conscience, quand il a garanti à toutes les confessions et Eglises la pleine liberté de culte, il a fait tout ce qu'on peut raisonnablement lui demander en matière de liberté religieuse. » (*Liberta religiosa e separazione tra stato e chiesa*, Torino, 1913). Luzzatti soutient à peu près le même point de vue : dans un discours prononcé le 11 janvier 1912, devant le Cercle Juridique de Rome, il résumait sa doctrine dans une apostrophe qu'il prêtait à l'Etat au regard des individus ou des groupes poursuivant des fins religieuses ou philosophiques : « je garantis la liberté de votre foi et de vos rêves, soit que vous me bénissiez, soit que vous me maudissiez ; je suis le juge du camp, non pas que j'aie à prendre parti sur la vérité de ces religions ou de ces doctrines ; j'assure seulement le respect réciproque de toutes, ainsi que des œuvres qui en découlent, à la condition que soit sauve la souveraineté de l'Etat. » Dans cette conception, l'Etat se déclare souverain et laïc, c'est-à-dire qu'il ne fait sienne aucune doctrine d'une confession quelconque, qu'il reste indifférent à l'affirmation que peuvent faire les Eglises de posséder la vérité, et qu'il avise dans toute la mesure possible

à ce que les institutions juridiques ne soient affectées d'un coefficient confessionnel.

L'Etat se tenait en dehors ou au-dessus de tous les systèmes religieux ou philosophiques. D'où les conséquences suivantes : c'est à savoir que tous les cultes devaient jouir d'une pleine liberté, à la condition cependant de respecter les lois, l'ordre public et les bonnes mœurs, et que tous devaient être mis sur le même plan.

Sans doute, l'Italie n'était pas arrivée à ce dernier résultat, à cause de la disproportion trop énorme entre l'Eglise catholique et les autres, mais c'était la tendance. L'Eglise catholique restait « la confession religieuse dominante » ; mais elle était peu à peu dépouillée de ses privilèges : sécularisation ou suppression des Entités ecclésiastiques, inefficacité juridique de tous les actes juridictionnels des autorités ecclésiastiques ; ingérence de l'Etat dans la collation des bénéfices ; obligation pour l'Eglise de transformer ses immeubles en meubles ; sécularisation du mariage, de l'enseignement, des cimetières, etc... On était presque parvenu à réaliser le concept idéal de la liberté religieuse, tel que Friedberg l'a défini : dans son sens vrai, la liberté religieuse consiste en ce que chaque individu puisse traverser la vie sans que jamais, de son berceau à sa tombe, il rencontre d'obstacles juridiques tenant à des raisons religieuses, et la liberté

religieuse n'est vraiment garantie que lorsqu'un même régime est établi pour tous les cultes et toutes les associations à but religieux (in Ruffini *La libertà religiosa*, 1, Torino, 1901, p. 13).

D'après Friedberg, deux conditions seraient donc requises pour que l'on puisse dire que la liberté religieuse existe vraiment dans un pays : l'égalité de tous les citoyens devant la loi, abstraction faite de leurs croyances, et l'égalité de traitement pour tous les cultes.

Ces deux conditions sont-elles réalisées en Italie ?

Avant l'arrivée du Fascisme au pouvoir, les Italiens avaient, en principe, les mêmes droits et les mêmes devoirs, quelle que fût la confession religieuse à laquelle ils appartenissent. Une loi du 19 juin 1848 s'exprimait ainsi : « la différence de culte ne crée pas d'exception à la jouissance des droits civils et politiques et à tous les emplois civils et militaires. » Dans les rapports de l'Etat et des citoyens, la confession religieuse n'était donc pas prise en considération : la jouissance des droits publics n'était aucunement influencée par l'appartenance à une confession plutôt qu'à une autre, ou même à aucune. En conséquence, l'Etat se désintéressait de toutes les manifestations de la vie religieuse de l'individu, de son passage d'un culte à un autre.

Les exceptions à ce principe étaient sporadiques et

sans réelle importance. En voici quelques-unes : Dans l'article 10 des Lettres Patentes Royales du 29 octobre 1831, instituant l'Ordre civil de Savoie, il était dit que le nouveau chevalier devait jurer « ne professer aucune maxime contraire à la foi catholique romaine ». Mais, en fait, ce serment est tombé en désuétude et la dite décoration est attribuée à des non-catholiques.

La Charte royale du 3 juin 1869, créant l'ordre suprême de l'Annonciade, contient des dispositions analogues : art. 10, le nouveau collier doit prêter serment à genoux, les mains étendues sur les Evangiles. Art. 11. A la solennité de l'Annonciation, les chevaliers se réunissent solennellement dans la Chapelle Palatine pour assister aux offices divins et invoquer la bénédiction du ciel sur le Roi et sur l'Italie ». Mais toutes ces prescriptions sont tombées « en sommeil », et il y a des colliers de l'Annonciade qui ne sont pas catholiques.

Par la force même des choses, les aumôniers militaires, ainsi que ceux des prisons, ne pouvaient être que catholiques. Dans le règlement général des prisons du 1^{er} février 1891, il est spécifié que le directeur et les employés des établissements pénitenciers ou de réforme doivent, à tour de rôle, assister aux offices religieux, mais dans un but de surveillance des détenus, et non pas à titre de participation aux offices.

Le condamné, qui, à son entrée en prison, a déclaré appartenir à une confession religieuse « dello stato », doit suivre les exercices communs et collectifs. Toute pression que tenterait de faire un détenu sur la conscience d'un autre, devrait être sévèrement réprimée. Le condamné qui veut changer de religion, doit présenter une demande écrite au directeur, lequel examinera soigneusement les raisons qui l'ont amené à une telle résolution et fera un rapport détaillé au ministre qui appréciera. Les mineurs de 21 ans doivent suivre la religion dans laquelle ils sont nés.

En résumé, avant les accords de Latran, la confession religieuse n'exerçait guère d'influence sur la situation du citoyen au regard de l'Etat. (1)

Il en est encore de même aujourd'hui, théoriquement du moins; sauf quelques exceptions nouvelles : par exemple, l'espèce de *capitis diminutio* dont se trouvent frappés les prêtres et religieux apostats. Il semble même que l'enseignement primaire soit à peu près fermé aux non-catholiques, puisqu'ils doivent donner l'éducation religieuse et ne le peuvent qu'avec l'agrément des autorités épiscopales. On peut donc dire que la première condition posée par Friedberg pour qu'il y ait liberté de conscience, existe en Italie :

(1) Les tribunaux italiens tenaient compte de la disposition du droit canonique d'après laquelle le droit de « patronat » ne peut pas être invoqué par des non-catholiques. Ils validaient aussi la donation ou le legs fait sous la condition que le légataire ou donataire appartiendrait à une confession déterminée.

les différences de croyances n'ont pas, en principe, de répercussion sur la position des citoyens en face de l'Etat. (2)

Mais il n'en est pas du tout de même de la seconde condition. Les divers cultes en Italie ne bénéficient pas du même traitement : l'Eglise catholique a, comme on l'a vu déjà, une situation de privilège. Exemples : l'Etat italien prête, dans certaines circonstances, son concours financier pour assurer aux ministres du culte catholique, une existence décente; il se désintéresse de la situation financière des ministres des autres cultes. Il les entoure de prérogatives honorifiques; il leur accorde une protection particulière (loi du 31 décembre 1925 relative aux journaux et aux publications périodiques); les offenses à la religion catholique sont plus sévèrement réprimées que les offenses aux autres cultes (loi du 6 novembre 1926).

Comme preuves du caractère catholique de l'Etat Italien, l'on pourrait peut-être encore citer le décret royal du 25 septembre 1924 sur l'organisation des services de chemins de fer en vue de l'Année Sainte, et les décrets sur l'émission des timbres-poste pour commémorer le 3^{me} centenaire de la Propagation de la Foi, l'année Sainte (r. d. 23 octobre 1924) et le sixième cen-

(2) Des lettres patentes du 19 février 1848 disposaient déjà que les Vaudois étaient admis à jouir de tous les droits civils et politiques, à fréquenter les écoles au sein et en dehors de l'Université et à conquérir les grades académiques, de même des israélites, depuis un décret royal du 29 mars 1848.

tenaire de la mort de Saint-François (r. d. 23 octobre 1924). Mais toutes ces dispositions ne s'inspirent pas uniquement de buts religieux.

On voit que la différenciation, la discrimination entre le culte catholique et les autres s'est beaucoup accentué depuis l'arrivée au pouvoir du Fascisme. Est-elle légitime ? Admettre l'égalité des cultes en Italie ne serait-ce pas, en hommage à de pures abstractions et théories, méconnaître la réalité concrète des faits ? Une telle politique serait-elle compatible avec l'action de l'Etat qui se développe exclusivement dans le domaine des réalités ? Ce serait de la justice abstraite, mais serait-ce de la justice concrète ? D'après Kanl (*Corso*, p. 423) : « le vrai principe de parité ne se formule pas : à chacun le même, mais à chacun, le sien ». Notons cependant que, d'après Falco (*Le Minoranze*, p. 14) : « L'égale liberté de conscience et de culte et la dissemblable protection pénale sont évidemment des termes contradictoires ». Quoi qu'il en soit, l'essentiel est de voir si, en Italie, la condition des cultes dissidents est sortable et acceptable.

CHAPITRE IV

LE STATUT LEGAL DES CULTES DISSIDENTS EN GENERAL

Voici d'abord les textes essentiels relatifs à cette question : loi du 24 juin 1929 N° 1159; décret royal du 28 février 1930 N° 289; circulaire du 18 juillet 1929 du ministre de la justice N° 2.233; décret royal du 28 septembre 1929 N° 1.763; décret royal du 30 octobre 1930 N° 1.731; décret royal du 29 juillet 1931 N° 1.278; décret royal du 18 juin 1931 N° 957; décret royal du 24 septembre 1931 N° 1.279; décret royal du 19 novembre 1931 N° 1.561.

Le texte fondamental est la loi du 24 juin 1929, dont on a dit qu'elle était la Grande Charte de la liberté religieuse en Italie « magna charta della liberta religiosa in Italia ». Cette loi avait été annoncée le 15 mars 1929, dans le Rapport de Mussolini à la Chambre des Députés sur les accords de Latran : le projet fut déposé le 30 avril, et la loi promulguée le 24 juin.

C'était une nouveauté : avant le Fascisme, la législation sur les cultes était générale; c'est-à-dire qu'elle ne visait pas tel ou tel culte, mais tous les cultes indistinctement, y compris le catholique. Jemolo le déclare expressément. Toutes les fois que nos lois parlent, soit des cultes en général, soit des cultes admis dans l'Etat, il doit être entendu qu'elles se réfèrent indistinctement à tous les cultes existant en Italie, à la seule exception des cultes dont les principes seraient contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs (*Elementi di diritto ecclesiastico* p. 262). Aujourd'hui, au contraire, il y a deux législations des cultes : l'une relative au culte catholique et l'autre pour les cultes dissidents.

La loi du 24 juin 1929 a un double objet : la liberté d'exercice des cultes admis dans l'Etat, et le mariage célébré devant les ministres des cultes dissidents. Cette loi déclare d'abord que sont admis en Italie les cultes autres que le catholique, sous la seule réserve qu'ils ne professent pas de principes et ne suivent pas de rites contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs. L'exercice, même public, des dits cultes est libre. Cette déclaration de principe posée, les articles suivants s'occupent de régler juridiquement l'existence et les manifestations extérieures des cultes admis. A l'article 2, il est spécifié que par décret royal rendu sur la proposition du ministre de la justice et des cultes, de concert avec le ministre de l'intérieur, les ins-

titutions des cultes admis peuvent être érigées en personnes morales : dans ce cas, elles sont soumises à l'autorisation gouvernementale pour l'acquisition et l'aliénation de leurs biens, dans les mêmes conditions que les autres personnes morales. L'article 3 fait une obligation aux cultes admis de notifier au ministre de la justice, le nom de leurs dignitaires. Le gouvernement a le droit d'agrément : faute de quoi, aucun effet civil ne peut être reconnu aux actes du ministère de ces dits dignitaires : spécialement aucun mariage ne peut être célébré valablement devant eux. L'article 4 est relatif aux adhérents des dits cultes : il réaffirme le principe posé par la loi du 19 juin 1848, à savoir que la différence de culte n'est d'aucun effet quant à la jouissance des droits civils et politiques et quant à l'admission aux charges civiles et militaires, « *la differenza di culto non forma eccezione al godimento dei diritti civili e politici e dall'ammisione alle cariche civili e militari* ». L'article 5 déclare, comme le faisait déjà la loi des garanties, que la discussion en matière religieuse est et demeure pleinement libre, « *pienamente libera* ».

Les articles suivants règlent la question de la célébration du mariage devant les ministres des cultes dissidents. Dans son Rapport à la Chambre des Députés, sur les accords de Latran, Mussolini disait que la conception du mariage telle qu'elle est dans le Con-

cordat, postule que, non seulement les catholiques, mais aussi les sectateurs des autres cultes admis dans l'Etat, puissent, s'ils le veulent, célébrer leur mariage devant les ministres de leurs cultes respectifs, étant entendu qu'ils respecteront les règles posées par les lois de l'Etat.

La loi du 24 juin 1929 tient cette promesse; mais les juristes italiens admettent, en général, qu'il y a des différences fondamentales entre la célébration devant les ministres du culte catholique et la célébration devant les ministres des cultes dissidents.

En voici une qui est essentielle : les causes matrimoniales pour les cultes dissidents sont de la compétence exclusive des Tribunaux civils (art. 11) alors que les causes matrimoniales pour les mariages célébrés devant les prêtres catholiques sont de la compétence des Tribunaux et dicastères ecclésiastiques. (1)

La loi du 24 juin 1929 est assez sommaire : elle se borne à poser des principes, laissant à des décrets et à des circulaires le soin de pourvoir à son application. Le plus important de ces décrets a paru le 28 février 1930 : il a été rendu en application de l'article 14 de la loi du 24 juin 1929 et il compte 29 articles, destinés à permettre l'application pratique de la loi du 24 juin 1929 et à la mettre en harmonie avec les autres lois de

(1) Falco élève des critiques contre l'attribution aux tribunaux ecclésiastiques des causes matrimoniales, surtout pour les mariages antérieurs aux accords de Latran (*In Foro della Lombardia*, 1930, p. 151).

l'Etat. Falco en a fait un exposé systématique dans son étude sur le nouveau décret relatif aux cultes admis (in *Israël*, 25 avril 1930, Firenze).

Voici, d'après cet auteur, comment se peuvent grouper les dispositions essentielles de ce décret :

I. — *Admission des dits cultes - réserve faite de l'ordre public et des bonnes mœurs* (art. 20 § 2).

II. — *Ouverture des temples et exercices public de ces cultes* (art. 1 - 2 et 29 § 1).

III. — *Liberté de conscience et satisfaction des besoins religieux des non-catholiques* (art. 5 - 6 - 8 - 23 et 24).

IV. — *Nomination, pouvoirs et condition juridique des ministres de ces cultes* (art. 20 § 1 - 3 - 4 - 7 - 9 - 21 et 22).

V. — *Administration des institutions des cultes non-catholiques* (art. 10 - 19).

VI. — *Mariages célébrés devant les ministres des cultes dissidents* (art. 25 - 28).

Commençons par donner une vue d'ensemble des garanties accordées par l'Etat italien actuel en vue d'assurer la liberté religieuse des cultes dissidents. Le principe de l'égalité des citoyens quant aux droits civils et politiques, indépendamment de leurs croyances religieuses, est réaffirmé dans les mêmes termes que sous les gouvernements libéraux. On se rappelle qu'il était apparu peu à peu, dans la législation italienne :

dans des lettres patentes du 18 février 1848, pour les Vaudois; dans un décret royal du 29 mars 1848 pour les Israélites; enfin pour tous les adeptes des cultes dissidents et d'une manière tout à fait générale dans la loi du 19 juin 1848. Ces textes furent étendus à toute l'Italie au fur et à mesure des conquêtes du Pié-prosélytisme; la liberté de discussion en matière re-produites dans la loi du 24 juin 1929. Sa politique a été la même quant à la liberté de propagande et au prosélytisme; la liberté de discussion en matière religieuse reste entière; la loi du 24 juin reprenant le texte même de la loi des garanties de 1871, art. 2 in fine : la discussion sur les matières religieuses est pleinement libre. Cependant, à Rome même, elle ne devra pas revêtir des formes agressives. Les cultes non-catholiques figurent désormais sous la dénomination officielle de « cultes admis » et non plus de « cultes tolérés » comme dans l'article 1 du Statut du Royaume.

C'était d'ailleurs déjà l'expression dont on se servait avant le Concordat. On verra par la suite qu'elle a donné lieu à certaines observations du Pape Pie XI.

Des associations cultuelles quelconques peuvent se constituer librement, sous les seules réserves de l'ordre public et des bonnes mœurs. La personnalité juridique est accordée aux établissements des cultes admis, qui bénéficient ainsi de privilèges fiscaux.

L'assistance publique ne fait pas acception des

croyances. Sans doute, l'Eglise catholique bénéficie d'une situation de faveur qui, sous certains aspects, pourrait apparaître comme une atteinte à la liberté religieuse. Par exemple; elle reçoit seule des subsides de l'Etat; les non-catholiques doivent, dans certains cas, participer aux cérémonies du culte catholique; des honneurs spéciaux sont rendus aux emblèmes du culte catholique. Mais ces faveurs peuvent s'expliquer et même se justifier par le fait que presque toute la population italienne est catholique. Du moins, dans les écoles, les adeptes des cultes dissidents ne sont pas obligés de suivre l'enseignement religieux, et ils peuvent, s'ils le désirent, se marier devant les ministres de leur religion.

Dans l'ensemble, il ne semble pas que l'on puisse reprocher au Fascisme de violer la liberté de conscience et de culte. Bien plus, le Vatican estime que le sort fait aux cultes dissidents est trop beau, et en contradiction avec la lettre et surtout l'esprit les accords de Latran.

Dans une lettre au Cardinal Gasparri en date du 30 mai 1929, Pie XI, entre autres protestations, écrit : cultes « tolérés, permis, admis », ce n'est pas nous qui relèverons les questions de mots..., pourvu qu'on s'entende loyalement là-dessus; pourvu qu'il soit et qu'il reste clairement et loyalement entendu que la religion catholique est, et qu'elle est seule, suivant la Consti-

tution et les traités, la religion de l'Etat, avec les conséquences logiques et juridiques d'une telle situation de droit constitutionnel, particulièrement par rapport à la propagande; pourvu qu'il reste non moins clairement et loyalement entendu que le culte catholique n'est pas purement et simplement un culte permis et admis, mais qu'il est tel que la lettre et l'esprit du Traité et du Concordat le veulent.

Une question plus délicate se présente quand, avec tant d'insistance, on parle de la liberté de conscience non violée et de la pleine liberté de discussion. Il n'est pas admissible que l'on ait eu en vue une liberté absolue de discussion, y compris ces formes de discussion qui peuvent facilement tromper la bonne foi des auditeurs peu éclairés et qui deviennent facilement des formes dissimulées de propagande, non moins facilement dommageable à la religion de l'Etat et, par le fait, à l'Etat lui-même, et justement en ce qu'a de plus sacré la tradition du peuple italien et de plus essentiel, son unité. Il nous semble moins admissible encore que l'on ait entendu assurer complète, intacte, l'absolue liberté de conscience. Dans un Etat catholique, liberté de conscience et liberté de discussion doivent s'entendre et se pratiquer selon la doctrine et selon la loi catholique.

D'après Jemolo, « in materia di discussione, di proselitismo c'e parita di pozione tra la chiesa cattolica e le altre confessioni ».

Il faut reconnaître aussi que les responsabilités, en matière d'éducation, incombent dans toute leur plénitude à l'Eglise, non à l'Etat; que l'Etat ne peut empêcher l'Eglise de remplir une pareille mission, qu'il ne peut l'entraver d'aucune façon, ni non plus la réduire à l'enseignement exclusif des vérités religieuses.

La lettre au cardinal Gasparri s'explique en partie par les circonstances dans lesquelles elle fut écrite. D'assez nombreux catholiques croyaient que le Pape avait fait trop de sacrifices dans les accords de Latran : il fallait les rassurer. D'autre part, par suite des nécessités politiques, le gouvernement fasciste s'était attaché, dans ses discours et rapports, à minimiser les concessions qu'il avait faites à l'Eglise catholique; il avait même émis sur le développement du christianisme, des idées fort peu orthodoxes : le Pape se devait de protester et d'affirmer à nouveau sa doctrine traditionnelle sur la liberté de conscience et le droit à l'éducation. La liberté de conscience pour l'Eglise catholique s'identifie avec la liberté d'adhérer à la vérité : c'est-à-dire pratiquement que chacun doit être libre de professer la vraie religion, mais non pas une autre. Il s'ensuit que les catholiques seuls sont fondés à réclamer la liberté de conscience, mais que, s'ils ont le pouvoir, ils n'ont pas à l'accorder aux autres sectes. Cette doctrine comporte naturellement des tempéraments et des adaptations aux possibilités.

Enfin, l'on doit souligner qu'il faut faire une différence entre les commentaires de la loi du 24 juin 1929 et le texte même de cette loi. Du point de vue purement juridique, les juristes catholiques n'ont pas prétendu qu'il y avait contradiction entre cette loi et les dispositions contenues dans les accords de Latran (Jemolo, *Religione dello Stato*, p. 19). Dans un article du *Moniteur ecclésiastique*, p. 304 et suiv., il est observé que les termes usités dans la loi, « sont admis dans le Royaume, les cultes dissidents de la religion catholique, apostolique et romaine, à la condition qu'ils ne professent pas de principes et de rites contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs » ne permettent pas de craindre que la Religion catholique, apostolique et romaine soit mise sur le même plan que les autres cultes.

Il est vrai que le Statut du Royaume parlait de cultes tolérés, et que la loi parle de cultes admis. Il y a certes une nuance : le mot « tolérés » implique un concept de réprobation théorique plus accentué que le mot « admis ». On a donné une explication que le Pape déclare « élégante » dans sa lettre au Cardinal Gasparri : le mot « tolérés » conviendrait dans un document comme la Constitution, et le mot « admis » serait mieux à sa place dans une loi.

Le principe de la tolérance religieuse posé, l'article 1 de la loi du 24 juin 1929 ne pouvait pas être rédigé

autrement qu'il n'est. Comme l'écrivait un canoniste réputé, Cavagnis (inst. jur. publ. ecclés., 1896), « s'il s'agit d'un Etat où existe déjà la liberté religieuse, et où elle est promise et jurée dans la Constitution, elle doit être fidèlement observée jusqu'à ce que tous les adeptes des cultes dissidents ne soient devenus catholiques ».

On a dit que l'article 2 qui permet aux établissements des cultes dissidents d'être érigés en personnes morales et d'obtenir ainsi un statut plus favorable que celui du droit commun équivalait, de la part de l'Etat, à apporter un concours actif et une coopération à la vie de ces cultes dissidents. Mais, cette objection ne doit pas être retenue, car les cultes dissidents ne pourraient que difficilement fonctionner s'ils n'étaient pas dotés de la personnalité morale, et, d'autre part, l'Etat se réserve de larges pouvoirs de contrôle. L'auteur de l'article passe successivement en revue toutes les dispositions de la loi du 24 juin, spécialement celles qui touchent à la célébration du mariage devant les ministres de ces cultes. Selon lui, elles ne contiennent aucune facilité spéciale pour les cultes admis, mais la simple substitution du ministre d'un culte à l'officier de l'état civil pour la célébration d'un mariage civil « la semplice sostituzione del ministro di culto allo ufficiale di stato civile, nella celebrazione di un matrimonio civile ». Et voici la conclusion de l'article : « lo

spirito della legge non contrasta in alcun modo al Concordato, e neppure ne attenua la portata ». L'esprit de la loi du 24 juin 1929 n'est aucunement en contradiction avec le Concordat et n'en atténue nullement la portée.

Mais le fait que, dans certains milieux catholiques, le régime des cultes admis ait paru trop libéral, ne tend-il pas à prouver tout au moins que ces cultes ne peuvent pas se dire persécutés ?

Dans son rapport à la Chambre des Députés sur la loi du 24 juin 1929, le ministre de la justice affirmait qu'il n'y avait pas de modification substantielle au régime antérieurement en vigueur par rapport aux cultes admis : il n'y avait de modifications sérieuses qu'en ce qui touche la position de l'Eglise catholique. Il nous semble que c'est aussi la constatation qui se dégage des textes que nous avons jusqu'ici étudiés, soit en ce qui touche le culte catholique, soit en ce qui touche les cultes admis « i culti ammessi ». Mais ces cultes n'ont pas été seulement l'objet de textes généraux : la loi du 24 juin 1929 N° 1159 en 14 articles, et le décret royal du 28 février 1930 N° 289 en 29 articles : ils ont fait l'objet de dispositions spéciales que nous devons maintenant exposer.

CHAPITRE V

LES COMMUNAUTÉS JUIVES

Voici les textes particuliers qui règlent actuellement en Italie la situation des cultes israélites et des Israélites eux-mêmes : décret du 29 mars 1848; loi du 15 avril 1848; loi du 19 novembre 1850; R. D. 30 octobre 1930 N° 1.731; R. D. 24 septembre 1931 N° 1.279; R. D. 19 novembre 1931, N° 1.561.

Aujourd'hui, les Israélites sont au nombre de 50.000 environ en Italie; de 5.000 dans l'île d'Egée, de 21.000 dans la Tripolitaine, de 4.000 dans la Cyrénaïque, de 200 dans l'Eritrée. Dans le monde entier, ils paraissent être de 16 à 17 millions. Il va de soi que ces statistiques sont sujettes à caution, il ne s'agit que d'approximations.

Les dogmes de la religion hébraïque ne sont pas aussi définis que dans le catholicisme : ils se ramènent en somme aux croyances suivantes : existence de Dieu, divinité de la Torah; récompense des bons et punition des méchants dans l'au-delà.

Le culte comporte des prières, des lectures de la Bible (Genèse, Exode, Lévitique, Nombres, Deutéronome) et des actes symboliques (sonneries de trompettes, jeûnes, processions des rameaux, etc...)

Il se pratique, en général, selon le rite italien; mais il y a quelques temples où l'on suit le rite espagnol (sefardite) ou le rite allemand (aschénazi). Cela tient à ce que certains groupes d'Israélites viennent d'Espagne et d'autres d'Allemagne. On sait que les Israélites sefardite se croient d'une essence supérieure (les Pereire par rapport aux Rotschild).

Il nous a paru indispensable de rappeler ces quelques données touchant à la religion juive elle-même; mais nous devons en venir à ce qui fait l'objet propre de notre étude : les rapports de l'Etat fasciste et des cultes israélites.

On se souvient que la condition des Juifs en Italie était allée sans cesse en s'améliorant au XIX^{me} siècle : un décret de Charles Albert, roi de Sardaigne, avait décidé que les Israélites regnicoles jouiraient de tous les droits civils et pourraient obtenir tous les grades académiques; un décret d'Eugène de Savoie, du 15 avril 1848 les avait admis à faire partie de l'armée et de ses cadres. Mais les règles relatives au culte israélite étaient fort diverses. Dans le Piémont et dans la Ligurie, les Communautés israélites étaient réglementées par la loi sarde du 4 juillet 1857 N° 2.325, loi qui

fut étendue dans la suite à Modène et à Parme (1859) et puis aux Marches (1860). En Toscane, les textes étaient fort complexes : motu proprio granducal du 17 décembre 1814; ordonnance du 29 mai 1860; décrets royaux de 1861, 1881, 1883, 1890. En Vénétie, l'on vivait sous un décret du 4 août 1866. A Rome, sous un décret du 27 septembre 1883.

En résumé, il y avait presque autant de réglementations que d'anciens Etats. Le Fascisme a eu le mérite d'apporter l'unité dans toutes ces dispositions fragmentaires et relativement disparates.

L'article 14 de la loi du 24 juin 1929 sur les cultes non-catholiques, dispose, en effet que le gouvernement du Roi a la faculté d'émettre des règles pour l'application pratique de la dite loi, pour son harmonisation avec les autres lois du royaume et pour réviser les règles existantes qui disciplinent les cultes dissidents. C'est à la séance de la Chambre du 22 mai 1929 que l'honorable Asquini insista sur la nécessité d'unifier la forêt de règles relatives aux cultes non-catholiques. Le Garde des Sceaux, l'honorable Rocco reconnut, en effet, que le premier soin du gouvernement devrait être de procéder à cette unification (Atti Parlamentari : Processo verbale della seduta del 22 maggio 1929). C'est ainsi que sont nés les décrets royaux dont nous devons parler.

Le décret du 30 octobre 1930 N° 1.731 est intitulé :

Règles relatives aux communautés ecclésiastiques et à l'Union de ces mêmes Communautés. Il comporte cinq titres : le titre I s'occupe des communautés israélites; le titre II, de l'union de ces communautés; le titre III, des droits de regard et de tutelle du gouvernement; le titre IV, des dispositions communes aux communautés et à l'Union; le titre V est consacré à des dispositions transitoires. Le décret compte, en tout, 69 articles.

Ce décret a été modifié par un autre décret du 19 novembre 1931, N° 1.561, intitulé : Règlement pour l'application du décret royal du 30 octobre 1930 sur les Communautés israélites et sur l'Union de ces Communautés. Il comporte 4 titres et 92 articles.

Voici les dispositions essentielles de ces décrets. Les Communautés israélites sont des personnes morales qui pourvoient aux besoins religieux des Israélites, selon les lois et les traditions hébraïques. On remarquera que le législateur italien tient compte des lois et traditions hébraïques : il accepte donc les Communautés israélites telles qu'elles sont, d'après leurs propres conceptions; il se borne à leur reconnaître la personnalité morale. Il se montre donc pleinement respectueux des consciences.

Voici les buts des Communautés israélites : elles s'occupent de l'exercice du culte, de l'instruction et de l'éducation religieuse; elles administrent les institutions israélites de bienfaisance et de toute autre nature

qui n'ont pas de personnalité propre; elles surveillent toutes celles qui ont une administration particulière et pourvoient à la sauvegarde de tous les intérêts des Israélites. Leur rayon d'action est, on le voit, fort large, et il ne semble guère qu'elles puissent désirer davantage.

Ces Communautés israélites sont à base territoriale : en principe, il n'y en a qu'une par circonscription. Actuellement, elles sont au nombre de vingt-six; Abbazia, Alessandria, Ancona, Bologna, Casale Monferrato, Ferrara, Firenze, Fiume, Genova, Gorizia, Livorno, Mantova, Merano, Milano, Modena, Napoli, Padova, Palermo, Parma, Pisa, Roma, Torino, Trieste, Venezia, Vercelli, Verona. Un décret royal du 24 septembre 1931 a approuvé cette répartition des circonscriptions territoriales.

Il est suivi d'une table qui indique le relevé des Communautés israélites reconnues, avec leur étendue conscriptions.

Ces circonscriptions ne peuvent être modifiées sans un nouveau décret. Cette disposition se conçoit : cependant, n'est-elle pas un peu rigide ?

Il y a là un problème dont la solution demandera du doigté du côté du gouvernement italien et aussi des Israélites. Il n'est pas possible de fixer une religion dans l'immobilité. Il est vrai qu'il peut être créé des sections autonomes au sein des Communautés israélites prévues.

Font partie de la Communauté, tous les Hébreux qui ont leur résidence dans le territoire de la circonscription. Mais qui est réputé Hébreu ? Le législateur italien accepte le droit juif sur la question et décide que sont israélites ceux qui sont nés d'une mère israélite. C'était naturel, mais c'est libéral. Les Israélites qui sont dans ce cas n'ont pas à faire de déclaration d'appartenance à la Communauté ni non plus à participer, s'ils ne le veulent pas, au culte : ils sont de droit, de la Communauté.

En résumé, pour faire partie d'une Communauté israélite, il suffit d'être né d'une mère juive et de résider dans le ressort territorial de cette communauté.

Mais les Israélites ne sont pas rivés à la Communauté : ils peuvent en sortir ; à quelles conditions ? L'article 5 du décret de 1930 N° 1.731 a réglé cette question avec soin : cesse de faire partie de la Communauté celui qui passe à une autre religion ou qui déclare ne plus vouloir être israélite. Une telle déclaration doit être faite au Président de la Communauté israélite ou au Rabbín en chef, soit en personne, soit par acte en forme authentique.

Avant le décret, l'on discutait pour savoir si l'abandon par un Israélite de sa religion et de son culte pouvait s'induire des circonstances, d'où de grosses difficultés de fait ; désormais, la question est tran-

chée, dans les moindres détails. Il faut une déclaration expresse de l'Israélite. Il peut faire cette déclaration personnellement et de vive voix : il en est alors dressé procès-verbal par le secrétaire de la Communauté. Il peut aussi faire cette déclaration dans un acte authentique : le mot a été ici entendu dans un sens très large (maires, juges, directeur des cultes, etc...). La notification de l'acte doit être fait à la Communauté : elle peut l'être par simple lettre recommandée. La Communauté en donne connaissance dans les cinq jours à l'Union et celle-ci en avise toutes les Communautés.

Le décret fixe aussi les conséquences de l'« apostasie » du juif : celui qui cesse de faire partie d'une Communauté israélite dans les conditions ci-dessus indiquées, perd le droit de se servir des institutions israélites de n'importe quelle Communauté; en particulier, il perd tout droit aux prestations rituelles et à la sépulture dans les cimetières israélites. Cette disposition relative à la sépulture a été diversement appréciée. Les uns la tiennent pour excessive et même attentatoire à la liberté de conscience. Voilà, disent-ils, un Israélite dont les Parents sont enterrés dans tel cimetière : il veut changer de religion; par le fait même, il ne pourra plus être enterré avec ses Parents. Sans doute, c'est assez attristant, mais est-ce injustifié ? Notons d'abord que le Fascisme n'a fait ici que ratifier

ce que demandaient les représentants des Israélites. Et puis, il paraît assez naturel que les cimetières israélites soient réservés aux Israélites. Il y a assez d'autres cimetières en Italie où pourra se faire inhumer l'apostat. Pour vouloir respecter ses désirs, ne choquerait-on pas les légitimes susceptibilités des autres ? Il y a là une situation délicate sur laquelle on pourrait discuter à perte de vue, sans pouvoir la trancher à la satisfaction de tous.

En tout cas, si « l'apostat » ne peut plus se faire inhumer dans son tombeau réservé, il peut du moins en disposer, par exemple le vendre, en se conformant aux règlements.

Il faut ajouter que les Juifs qui déclarent ne plus vouloir faire partie de la Communauté, ne sont pas toujours intéressants : il ne s'agit pas de questions de conscience : ce qu'ils veulent, c'est ne plus participer aux frais du culte, mais ils prétendent garder les avantages de l'affiliation. En tous cas, les représentants autorisés des églises israélites sont très satisfaits du décret sur ce point.

On pourrait se demander, allant plus au fond des choses, s'il est souhaitable qu'il y ait des cimetières confessionnels, s'il ne serait pas préférable qu'il n'y ait que des cimetières communs à tous. Mais ce serait sortir du cadre de cette étude qui tend à n'être qu'objective ; il y a des cimetières confessionnels en Italie :

est-il admissible qu'on y enterre des « apostats » ? C'est la seule face du problème que l'on doit envisager ici. Il nous semble que, tout compte fait, la réponse de l'Italie actuelle est correcte.

Il est facile de quitter une Communauté isralite : il suffit de procéder dans les formes ci-dessus décrites et d'avoir un certain âge. Cet âge n'a pas été légalement fixé ; en pratique, il paraît être dix-huit ans. Mais, il est plus difficile de se faire réintégrer. Il ne suffit pas de faire une demande : il faut qu'elle soit agréée par le Rabbin en chef, parce qu'il peut y avoir de graves motifs d'ordre moral et religieux de s'opposer à ce retour : il faut en outre payer certains droits, qui ne peuvent jamais dépasser les offrandes qu'aurait dû faire « l'apostat » s'il n'avait jamais quitté sa communauté.

La Communauté doit tenir registre de tous les Hébreux de la circonscription, et les Juifs doivent adresser au secrétariat de cette communauté, note des modifications survenant dans leurs familles. Les Hébreux qui changent de résidence doivent faire deux déclarations : l'une à la Communauté qu'ils quittent, l'autre à celle où ils vont. Il ne faut pas voir dans ces dispositions, des mesures de police : elles ont été décidées à la demande des représentants des Communautés isralites.

Dans le décret de 1930, N° 1.731, il y a une innova-

tion fort importante : à savoir, la Constitution de l'Union obligatoire des Communautés israélites du royaume, des colonies et des Possessions sous le nom « d'Union des Communautés israélites italiennes ». Cette Union est dotée de la personnalité morale et a son siège à Rome. Sans doute, depuis la loi du 4 juillet 1857, les Communautés israélites pouvaient s'unir; et de fait, il s'était créé le Consortium des Communautés israélites italiennes, qui avaient la personnalité morale. Mais les Communautés ne faisaient partie du Consortium que si elles le voulaient et le Consortium n'était alimenté que par des offrandes volontaires.

Il en est tout différemment aujourd'hui : l'affiliation des Communautés israélites est obligatoire à l'Union, et l'Union est assurée de contributions obligatoires. Elle embrasse non seulement les Communautés de l'Italie, mais celles des Colonies et des Possessions. Ses buts sont de représenter les Communautés israélites vis-à-vis du gouvernement, en ce qui regarde l'intérêt général des Hébreux; de pourvoir à la conservation des traditions hébraïques et à la satisfaction des besoins religieux généraux des Israélites; de pourvoir à la conservation du patrimoine historique et artistique de l'Hébraïsme italien, d'en développer la connaissance et de promouvoir la culture hébraïque.

L'Union veille à la préparation des Rabbins et des fonctionnaires du culte. Elle s'assure que les Com-

munautés remplissent exactement leurs devoirs en conformité des lois; elle donne des subsides aux Communautés pauvres; elle maintient le contact avec les Communautés israélites étrangères, etc, etc...

Communautés israélites et Union sont organisées en conformité des traditions et des lois bibliques. Il y a un Conseil composé d'un nombre variable de membres selon l'importance des diverses Communautés. Ses attributions sont soigneusement réglées. Il y a une junte qui est composée du Président et de conseillers. Ils sont pris dans le Conseil : un sur trois membres. Ses fonctions sont assez bien précisées. Enfin, il y un Président. Toute cette organisation est à base d'élection.

Les décrets indiquent quels sont les électeurs, comment et quand se font les opérations électorales, les recours qui peuvent être exercés. Bref, le gouvernement italien s'est borné à légaliser les pratiques et les désirs des Israélites eux-mêmes; mais à condition que tous ces organismes constituent des maisons de verre pour lui : c'est-à-dire qu'il n'ignore rien de ce qui s'y passe. D'où les dispositions suivantes :

Les Communautés israélites doivent soumettre à l'approbation du ministre de l'Intérieur, tous les règlements généraux d'administration et de comptabilité qu'elles peuvent faire, ainsi que les règlements relatifs à leur personnel, lequel doit bénéficier des lois et décrets du royaume relatifs à la protection des salariés.

Le budget de l'Union, après approbation du Conseil de l'Union, doit être communiqué à toutes les Communautés israélites, aux fins d'observations, dans le délai de quinzaine. Puis, il doit être adressé avec les observations au ministre de l'Intérieur pour approbation. Le Budget de chaque Communauté, après l'approbation du Conseil, doit être expédié pour approbation à la Préfecture compétente. C'est la Préfecture qui rend exécutoires les rôles des impositions en vue du culte, et les tarifs en vue des actes rituels.

Les délibérations qui auraient pour effet d'augmenter les dépenses d'un budget en cours ou de charger les budgets futurs, doivent être soumises à l'approbation des Préfectures, s'il s'agit d'une Communauté; ou du ministre de l'Intérieur, s'il s'agit de délibérations de l'Union.

Les ministres du culte, le Président de chaque Communauté, le Président de l'Union doivent être agréés par le ministre de l'Intérieur. Il est nécessaire, sauf de très rares exceptions, qu'ils soient citoyens italiens.

C'est le ministre de l'Intérieur qui fixe la date des Congrès israélites, mais sur la proposition du Conseil de l'Union.

Le cautionnement à fournir par les Trésoriers des Communautés est fixé par les Préfets : leurs comptes sont approuvés par les Préfets.

En somme, comme nous l'avons déjà observé, l'or-

ganisation du culte israélite est faite en conformité des lois et traditions de cette religion, mais elle est soumise à un droit de regard et de contrôle de l'Etat auquel rien d'important ne doit échapper. On remarquera spécialement que les besoins du culte sont couverts par des taxes qui sont levées comme des impôts et que les tarifs de tous les actes rituels ne sont exécutoires qu'après approbation des autorités administratives. C'est la même situation que pour les tarifs de chemins de fer en France. A priori, on peut être étonné d'un tel système : mais nous devons dire qu'il fonctionne en Italie à la satisfaction des représentants qualifiés de l'Hébraïsme. Tout s'y passe au grand jour et en somme régulièrement.

Indirectement, les cultes hébraïques ont profité du Concordat du 11 février 1929, en ce que les Rabbins se sont trouvés promus officiers de l'Etat civil dans une certaine mesure. Depuis les lois du 27 mai 1929, N° 847, du 24 juin 1929, N° 1.159 et le décret du 28 février 1930, N° 289, les Italiens ont le choix entre trois sortes de mariage : le mariage purement civil; le mariage concordataire et le mariage devant le ministre du culte admis, approuvé par le gouvernement et autorisé, cas par cas, par l'officier de l'état civil. Il est vrai que la Sacrée Congrégation des Sacrements a fait aux époux catholiques, une obligation de célébrer leur mariage devant les curés catholiques : mais il n'y a là qu'une

règle de discipline et qu'une obligation de conscience. Rien n'empêche deux catholiques de se marier valablement devant les officiers de l'état civil ou devant les ministres des cultes dissidents : exemple, un ancien prêtre et une ex-religieuse. Cette dispositions révèle, semble-t-il, que la liberté de conscience n'est pas sacrifiée en Italie.

Voici brièvement, comment doivent procéder les époux qui veulent se marier devant un Rabbín. Il faut d'abord qu'ils soient en règle avec toutes les dispositions du Code Civil relatives au mariage, et qu'ils fassent les publications exigées par la loi.

En même temps, qu'ils requièrent les publications, les futurs époux doivent déclarer à l'officier de l'état civil compétent pour célébrer le mariage, qu'ils veulent se marier devant tel Rabbín. L'officier de l'état civil n'a pas d'objection à faire, à la condition, bien entendu que le ministre du culte ait été approuvé par le gouvernement. Il donne l'autorisation de célébration dès qu'il est avéré que toutes les dispositions prescrites par le Code civil ont été accomplies. Cette autorisation est donnée sur papier timbré : elle contient les indications suivantes : noms, prénoms et profession des futurs époux; indication spécifique du ministre du culte devant lequel le mariage doit être célébré, avec rappel du décret qui a approuvé la nomination de ce ministre. L'autorisation comporte pour le

ministre, la faculté de déléguer en cas d'empêchement, à la conditions que le délégué lui-même ait la qualité voulue (art. 3 de la loi du 24 juin 1929). La délégation doit être jointe à l'acte de mariage et adressée pour transcription à l'officier de l'état civil.

Mais il n'y a pas de rabbins dans toutes les paroisses, comme il y a des prêtres catholiques : les rabbins ont une juridiction sur les territoires très étendus. On admet alors soit que les rabbins se transportent au lieu du domicile des futurs époux, soit que les futurs époux se rendent là où est le rabbin. Ces questions de détail, mais importantes pratiquement, sont réglées par l'article 26 du décret royal N° 289. Elles n'ont pas jusqu'ici donné lieu à des tracasseries. La célébration peut se faire dans n'importe quel temple, et même dans la demeure de l'un des époux. L'acte de mariage doit faire mention du lieu de célébration. Mais il faut noter que seuls les rabbins, citoyens italiens peuvent procéder à la célébration d'un mariage.

Les Rabbins célèbrent les mariages dans le rite qu'ils veulent : mais ils doivent respecter les obligations imposées par le droit civil : spécialement, ils doivent demander aux fiancés s'ils entendent se prendre respectivement pour mari et pour femme, bien qu'une telle déclaration ne soit pas prescrite par les lois mosaïques. Il n'est pas nécessaire que les Rabbins

revêtent des habits particuliers pour procéder à la célébration.

L'acte de mariage doit être rédigé immédiatement après la célébration et en langue italienne. Il doit être transmis dans les cinq jours à l'officier civil compétent aux fins de transcription.

Le mariage ainsi célébré dans les conditions voulues produit tous les effets civils d'un mariage célébré devant les autorités laïques. Mais comment les époux en justifieront-ils ? Par des expéditions que leur délivrent seuls les officiers de l'état civil : par exemple, pour obtenir des billets à prix réduits de voyages de noces, pour avoir dans les hôtels une chambre commune. Pour les catholiques, les attestations des prêtres catholiques suffisent.

Il va de soi que les mariages des non-catholiques, étant soumis exclusivement aux règles du droit civil, ne peuvent être appréciés que par les Tribunaux de l'Etat. Les cultes non-catholiques n'ont d'ailleurs pas de Tribunaux à eux. On sait qu'il en est tout différemment pour les mariages catholiques : le contentieux en appartient aux Tribunaux de l'Eglise. C'est surtout en matière de mariage que l'Eglise catholique a une situation de privilège : mais c'est aux dépens de l'Etat, et non des autres cultes qui, eux aussi, ont une situation de privilège, mais de moindre privilège.

Voici quelques questions fort discutées en Italie et dont nous devons dire quelques mots. Les ministres des cultes non catholiques sont-ils qualifiés pour célébrer seulement les mariages des fidèles de leur culte, ou peuvent-ils marier tous ceux qui le veulent, par exemple s'il s'agit de mariages mixtes ? Schiapoli a soutenu la négative (*Il matrimonio secondo il diritto canonico e la legislazione concordataria italiana*, Napoli, 1932, § 405), mais l'affirmative a, semble-t-il, prévalu.

On a beaucoup écrit sur la nature juridique de l'autorisation donnée par l'officier de l'état civil au ministre du culte. L'honorable Rocco y voyait « une sorte de délégation (*Relazione del guardasigilli on Rocco*, 30 avril 1929). D'autres y voient une autorisation. D'autres, un acte complexe tenant à la fois de l'autorisation et de la délégation. C'est sans grand intérêt pratique : on admet, en tout cas, que les ministres des cultes dissidents, dans la célébration des mariages, remplissent des fonctions publiques et peuvent recevoir des reconnaissances d'enfants. En somme, dans cette question du mariage, les cultes non catholiques bénéficient dans une certaine mesure des privilèges qui ont été accordés à l'Eglise catholique.

Il nous reste à traiter des cultes dissidents autres que le culte israélite : c'est à savoir des Eglises vau-

doises, des Eglises protestantes et des Eglises orthodoxes. Naturellement, nous ne reviendrons pas sur les dispositions qui sont communes à tous les cultes dissidents et que nous venons de voir à propos des Israélites, par exemple : le mariage. Nous nous bornerons à signaler les particularités que présentent les statuts des autres cultes.

CHAPITRE VI

LES AUTRES CULTES DISSIDENTS : VAUDOIS, PROTESTANTS, ORTHODOXES

Les Communautés vaudoises retiendront d'abord notre attention. C'est une vieille et glorieuse histoire que la leur : elle remonte au XII^me siècle (*Storia dei Valdesi*, par Ernesto Comba, Torre Pellice, 1930). Dans les congrès évangéliques internationaux, on qualifie l'Eglise vaudoise de mère de toutes les Eglises évangéliques. Dans le rapport au Sénat de la loi sur les cultes dissidents, l'honorable Boselli s'exprimait ainsi, le 18 juin 1929, au sujet des Vaudois : les Vaudois doctes et austères admirablement constants dans leurs héroïques souffrances sur la voie de l'exil et dans leurs montagnes ensanglantées, tantôt favorisés, tantôt durement opprimés, toujours prêts à mourir pour leur foi, comme pour leur Prince et pour la Patrie, vivaient avant 1848 dans une situation meilleure en fait qu'en droit. La dynastie de Savoie y est très attachée : ce sont

d'excellents soldats et de bons chasseurs, et des gens qui aiment la vie de famille.

Les Communautés vaudoises furent reconnues par le Duc Emmanuel Philibert dès 1561. Puis elles subirent de terribles persécutions, qui provoquèrent l'indignation du monde, spécialement de Cromwell et du poète John Milton : « venge, ô Seigneur, tes saints dont les os froids blanchissent sur les vertes Alpes ».

Elles retrouvèrent leurs droits avec Victor-Amédée II en 1694, et surtout avec le Roi Charles Albert en 1848. Voici le dispositif des Lettres Patentes de ce monarque : les Vaudois sont admis à jouir de tous les droits civils et politiques de nos sujets, à fréquenter les écoles au-dedans et au-dehors de l'Université et à conquérir tous les grades académiques. Il n'est en rien innové quant à l'exercice de leur culte. Actuellement, les Vaudois sont au nombre de 40.000 environ en Italie, et de 70.000 dans le monde entier.

Voici quelques brefs renseignements sur leur foi et leur culte.

La Bible est pour eux le moyen choisi par Dieu pour faire connaître le Sauveur et la voie du Salut. Ils croient au symbole dit « des Apôtres ». Leur culte est, pour ainsi dire, un culte en esprit et en vérité, c'est-à-dire à peu près sans cérémonie : il se fait en « patois » et non en latin, ni en italien. Les Vaudois rejettent la confession : ils se confessent directement à Dieu. Ils n'admettent que deux sacrements : le Bap-

tême et la Cène : encore les considèrent-ils comme les symboles. Ils ne croient ni aux indulgences ni au purgatoire. Leur profession de foi date de 1655, avec de rares additions faites depuis, spécialement en 1894. Elle ressemble singulièrement à la confession gallicane de 1550.

Nous avons vu qu'en 1848 le gouvernement du Piémont reconnut aux Vaudois la pleine jouissance des droits de citoyens, mais qu'il ne prit aucune disposition relative à leur culte. Il devait le tenter en 1849; à cette date, fut créé une Commission, contenant, parmi d'autres personnalités, un pasteur vaudois. Le questionnaire suivant fut soumis à cette commission. Convenait-il de reconnaître ou de maintenir aux communautés vaudoises et israélites la qualité de personnes morales avec des représentants ? Convenait-il de donner tous pouvoirs à ces représentants à l'effet de traiter de tous sujets intéressant ces communautés ? Convenait-il de répartir les communautés en circonscriptions territoriales ? D'admettre une administration centrale pour tout le Royaume ? de faire nommer les représentants à l'élection ? d'assurer des recettes normales aux communautés ?

Les Israélites demandèrent que le gouvernement réglementât leurs communautés par des textes spéciaux; mais les Vaudois demandèrent qu'on les laissât vivre sous le droit commun. Voici leur réponse :

l'Eglise vaudoise, se trouvant telle en vertu de sa règle de foi et de sa constitution, doit se régir elle-même d'une manière absolument indépendante, selon ses principes dans les limites du droit commun : toute entrave ou restriction posée par l'Etat à son activité et au développement de sa vie intérieure attaquerait son droit et autonomie, la fausserait comme Eglise et tendrait à la détruire (*Archives de la Table et Jahier*, « La condizione giuridica delle Chiese evangeliche in Italia », Torino, 1921). L'idéal des Vaudois, c'est donc la séparation des Eglises et de l'Etat.

Les rapports des Eglises et des Etats sont, en effet, susceptibles de diverses solutions : on peut tout d'abord laisser ces Eglises sous l'empire du droit commun, c'est-à-dire commencer par faire des lois sur les associations en général et les leur appliquer : c'est le système suivi aux Etats-Unis; il a les préférences d'un assez grand nombre d'écrivains et d'hommes d'Etat; on peut, au contraire réglementer d'une manière spéciale les diverses Eglises; dans ce cas, deux possibilités s'offrent : ou bien l'Etat s'entend avec les Représentants qualifiés des Eglises et alors on a le système concordataire. C'est celui qui a les préférences de l'Eglise catholique. La France a vécu sous ce régime de François 1^{er} à la Révolution et de Napoléon 1^{er} à 1905; l'Alsace-Lorraine est encore dans cette condition. Ou bien enfin, l'Etat réglemente lui-même les cultes de sa seule

autorité, soit après des consultations officieuses avec leurs représentants, soit d'autorité. L'Eglise catholique n'accepte pas ce système. C'est celui de la Constitution civile du Clergé et de la loi de 1905, le règlement fût-il pleinement orthodoxe, ce qui n'était pas le cas de la Constitution civile, ni peut-être même celui de la loi de 1905. L'Eglise catholique y est hostile. Il a le grave défaut de faire fi de l'autorité du Pape et de sa suprématie. Au contraire, les autres cultes, sauf les Vaudois, acceptent volontiers ce régime, surtout quand il est précédé de conversations officieuses.

Quoiqu'il en soit, les Vaudois sont partisans de la séparation des Eglises et de l'Etat. Et c'est pourquoi les gouvernements successifs d'Italie n'ont pas élaboré de législation pour eux : leurs Eglises jouissent de l'autonomie la plus complète réserve faite du contrôle que l'Etat exerce sur toutes les personnes morales. Ce sont des personnes morales de droit public constituées pour pourvoir aux besoins du culte. Chaque Communauté a la personnalité morale : mais toutes agissent par l'intermédiaire de la Tavola qui les représente toutes. Leurs statuts sont leur œuvre propre, non celle de l'Etat : ils sont seulement soumis à l'approbation de celui-ci. Les communautés vaudoises ne sont pas nécessairement à base territoriale. En font partie, tous ceux qui acceptent leur Credo et qui justifient d'une instruction religieuse adéquate. Il peut y

avoir plusieurs communautés par cité. Les Vaudois font face aux besoins du culte par des offrandes volontaires : il n'y a pas de taxes obligatoires.

En résumé, les Eglises vaudoises s'organisent librement elles-mêmes : l'Etat n'intervient que par un droit de regard. Cela peut paraître l'idéal pour une Eglise.

Voici quelques brefs détails sur la Tavola Valdese qui, de temps immémorial, représente l'Eglise vaudoise et a son siège à Torre Pellice. La Tavola est présidée par un ministre du culte, le Modérateur. C'est une des caractéristiques des communautés vaudoises que l'importance donnée au pastorat : les laïques n'ont qu'un rôle subordonné. Ainsi, la Tavola se compose de sept membres dont cinq ministres du culte en activité de service et deux laïques. Le modérateur et le vice-modérateur sont obligatoirement des ministres. La Table choisit dans ses membres un secrétaire et un archiviste; elle nomme aussi un trésorier de confiance. Les membres de la Tavola sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue par le synode vaudois, c'est-à-dire par l'assemblée générale des représentants de toutes les Eglises particulières.

La Tavola représente l'Eglise vaudoise dans ses rapports avec les autorités administratives et avec les autres Eglises; elle nomme les ministres du Culte, sur la proposition des Eglises particulières; elle règle le budget; bref, elle a la haute direction des intérêts généraux de l'Eglise vaudoise.

En résumé, et c'est là le point essentiel, l'Etat italien n'a pas émis de lois ni de décrets spéciaux relativement à l'Eglise vaudoise, contrairement à ce qu'il a fait pour les cultes israélites. Il a accepté l'organisation de cette Eglise telle qu'elle a été faite par elle-même, de temps immémorial. Il va de soi, en conséquence, que les Vaudois ne se plaignent pas du Fascisme : tout au contraire. Ils n'ont pu qu'être touchés d'entendre les représentants qualifiés de ce gouvernement déclarer que l'histoire des Vaudois constitue une des belles pages de l'Histoire d'Italie.

Les Vaudois ont deux journaux hebdomadaires : *La Luce*, qui paraît à Rome en italien et *L'Echo des Valées*, qui paraît à Torre Pellice, en français.

Les Israélites ont aussi un journal hebdomadaire : *Israël*, dans lequel écrivent des juristes distingués, spécialement Falco.

Nous devons maintenant parler quelque peu des autres Eglises évangéliques italiennes.

Ces communautés et associations peuvent, d'après Mario Piacentini, être groupées dans les catégories suivantes :

1^o Entités auxquelles la personnalité morale a été conférée par les gouvernements antérieurs et postérieurs à 1870 et qui ont pour but de pourvoir aux besoins religieux des citoyens italiens ou étrangers résidents ou de passage dans une ville donnée. On peut

citer l'Eglise chrétienne des Frères de Florence, l'Eglise évangélique italienne de Florence, qui a été absorbée récemment par la mission Wesleyenne; la communauté chrétienne évangélique de Bergame; la communauté évangélique de confession helvétique de Trieste; la communauté hollandaise-allemande de Livourne; les communautés franco-suisse-allemandes de Naples, de Florence, de Milan et de Genève. La plus importante de ces Eglises est l'Eglise chrétienne « dei Fratelli » de Florence : elle a la personnalité morale depuis un décret royal du 22 février 1891. Elle ne possède que quatre temples, mais le culte se célèbre ailleurs dans des maisons privées offertes gracieusement par les membres, d'ailleurs peu nombreux. Elle a été créée vers 1843 par le comte Pierre Guicciardini. Celui-ci fut proscrit, avec quelques autres fidèles, par le Grand-Duc Léopold II de Toscane. Mais après la chute du Grand-Duc, il revint à Florence et l'Eglise se développa quelque peu.

Guicciardini est tenu pour une des belles figures du « Risorgimento » italien. (*Nel cinquantenario della apertura della sala evangelica*, Spinelli, Firenze 1930).

2° Entités morales auxquelles la personnalité morale a été conférée par des gouvernements étrangers et qui ont été admises à exercer leur activité en Italie, non pas après une reconnaissance explicite du gouvernement italien, mais après une reconnaissance impli-

cite, résultant par exemple, de l'autorisation d'acheter des biens immobiliers en Italie pour l'édification de temples. Ces entités se subdivisent d'ailleurs en deux : les unes sont destinées aux étrangers, résidents ou touristes; les autres exclusivement aux citoyens italiens.

Citons les Eglises baptistes, les Eglises méthodistes épiscopales ;les Eglises Wesleyennes; les Eglises anglicanes; les Eglises épiscopales américaines; les Eglises presbytériennes écossaises; peut-être l'Armée du Salut.

On a déjà dit que la nature juridique de l'Armée du Salut était discutée. D'après Piacentini, l'Esercito della Salvezza a une position tout à fait à part. Ce n'est pas à proprement parler une Eglise, mais une organisation à caractère spécialement religieux, analogue aux ordres religieux catholiques, de type militaire.

L'Armée du Salut a été fondée à Londres en Juillet 1865 par William et Catherine Booth; en 1933, elle comptait plus de 15.000 temples, publiait 131 journaux avec un tirage de 1.700.000 exemplaires, dirigeait près de 1.600 œuvres sociales. L'Armée du Salut s'est implantée en Italie vers 1890. Son but, c'est de faire la guerre au péché et au mal au nom du Christ.

Elle fut reconnue comme personne morale par un décret du 1^{er} février 1923. Aussitôt après la promulgation de la loi relative aux cultes dissidents, les représentants de l'Armée du Salut demandèrent à y

être soumis. Le Conseil d'Etat, dans sa séance du 28 avril 1931, rejeta la demande, sous prétexte que l'Armée du Salut n'était pas une Eglise à caractères bien distincts, n'ayant pas de rites ni d'individualité propre. Mais l'Armée du Salut fut autorisée à poursuivre son activité comme par le passé. Il n'y a donc pas eu d'innovation de ce côté depuis les accords de Latran.

Une question délicate reste posée : les représentants qualifiés de l'Armée du Salut pourraient-ils être officiers de l'état civil en matière de mariage ? A notre connaissance, le fait ne s'est pas jusqu'ici produit.

La caractéristique essentielle de toutes ces Eglises, c'est que ce sont simplement des rameaux d'Eglises plus vastes. Il s'agit d'entités qui ont la personnalité morale dans des pays étrangers. Allait-on les obliger à obtenir une nouvelle reconnaissance du gouvernement italien, avant de les laisser exercer leur activité en Italie ? Le Conseil d'Etat Italien, dans sa séance du 7 juin 1884, s'est prononcé pour la solution libérale : il n'y a donc pas lieu à une seconde reconnaissance en Italie. Ces entités peuvent développer leur activité en Italie, à la condition de respecter l'ordre public et les bonnes mœurs. Exemples : on ne laissera pas fonctionner en Italie une association bolchevique, ni une association de Mormons qui prêchent et pratiquent la polygamie.

En résumé, la pratique italienne admet les entités

douées de personnalité à l'étranger : mais elle peut mettre des conditions et des limites à leur activité. C'est dans ce sens aussi que se prononce la majorité de la doctrine italienne (Fiore, Diéna, Anzillotti).

3° Entités dépourvues de personnalité morale, mais admises cependant à développer leur activité religieuse en Italie. Il s'agit de sectes ne comptant que peu d'adhérents (Adventistes, Eglise du Christ de Naples, Eglise apostolique de Civitavecchia, etc...)

Cette floraison de cultes si variés démontre ,semble-t-il, que les persécutions religieuses sont inconnues de l'Italie actuelle.

Reste à examiner brièvement la situation des Eglises orthodoxes. On en distingue de trois sortes : les Eglises yougoslaves, les Eglises grecques et les Eglises russes.

Il y a cinq communautés yougoslaves : les paroisses de Trieste, Peroi, Fiume, Zara et l'évêché de Zara. Les paroisses dépendent de cet évêché, et cet évêché dépend du Métropolitain de Belgrade. Il est intervenu divers accords entre le gouvernement italien et le gouvernement serbe au sujet de ces communautés (Accordi di nettuno du 20 juillet 1925, en vigueur depuis le 14 novembre 1928). Voici les dispositions essentielles de ces accords.

Article premier : une autonomie spirituelle complète est garantie aux organes de l'Eglise orthodoxe de Fiume, Zara et Peroi. Les Eglises orthodoxes serbes et

les paroisses sus-nommées seront soumises, au point de vue spirituel, ecclésiastique et hiérarchique, à l'évêque de Zara et par son intermédiaire, à l'autorité suprême ecclésiastique orthodoxe serbe.

Article 3 : le gouvernement royal d'Italie reconnaît aux communautés orthodoxes serbes de Fiume, Zara et Peroi, le caractère de corps moraux et l'autonomie la plus complète dans leur organisation, leur administration et dans l'exercice des droits patrimoniaux de toutes sortes, garantis par les lois en vigueur dans le royaume d'Italie.

Article 4 : pour l'accroissement de leur fortune, les communautés orthodoxes serbes sus-mentionnées seront soumises, comme les autres corps moraux ayant leur siège principal à l'étranger, aux dispositions des lois en vigueur dans le royaume d'Italie.

Article 5 : les droits de contrôle et de surveillance qui, en vertu de la souveraineté territoriale, sont attribués aux autorités de l'Etat sur tous les corps moraux autonomes ainsi que les droits qui découlent du droit d'exequatur seront exercés par les autorités du Royaume d'Italie. En somme, les communautés yougoslaves, bien que composées d'éléments parfois assez peu favorables à l'Italie, sont placées sous le droit commun. Il était difficile d'être plus libéral.

Il y a aussi quelques communautés orthodoxes grecques, spécialement dans les ports : Venise, Livourne,

Naples, Messine, Gênes. Elles dépendent du Patriarche de Constantinople et du Métropolitain grec de Vienne. Elles ont des origines très anciennes et jouissent d'une liberté complète. Leur situation n'a été aucunement affectée par les accords de Latran, sauf que leurs ministres peuvent célébrer des mariages.

Enfin, l'on peut citer quelques Eglises russes à Milan, à Bari, à Florence et à San-Remo. Leur statut est fort complexe. La communauté de San-Remo, par exemple, vit comme une simple association de fait. Et maintenant, quelles conclusions pouvons-nous tirer de cette revue des statuts des divers cultes en Italie ?

CONCLUSION

Une maxime a longtemps régné dans la plupart des pays : *cujus regio ejus religio*. C'est-à-dire qu'en définitive, les sujets ne pouvaient guère avoir d'autre religion que celle du Souverain. Peut-être convient-il déjà d'expliquer ainsi les persécutions qui ont décimé les premiers chrétiens, bien que d'autres explications en aient été données (Renan).

L'histoire n'est qu'un long martyrologe des hérétiques et des dissidents. Et cela dans les pays les plus évolués et jusqu'à des époques relativement peu éloignées de nous. Les Albigeois, par exemple, furent l'occasion de l'institution du Saint-Office (1229). Ce tribunal était composé de Dominicains : la torture y était admise, mais ordonnée par le juge laïque. Le relaps était remis au bras séculier et brûlé. Les Tribunaux de l'Inquisition fonctionnèrent assez peu en France, mais davantage en Espagne. Ils ont laissé, même dans le peuple, une sinistre réputation. Sous Louis XIV même, l'on sait comment furent traités les Protestants, après la révocation de l'Edit de Nantes.

Cette conception de l'unité de foi n'était ni sans grandeur, ni sans utilité. Des croyances indéniables servent de ciment entre les éléments divers qui for-

ment un pays. C'est un principe de force pour un Etat. En outre, quand les nations d'Europe avaient presque toutes la même foi, il y avait un supérieur commun, le Pape, qui pouvait arbitrer les conflits et arrêter bien des guerres. Mais, ce principe de l'unité de foi était trop contraire aux légitimes exigences de la conscience individuelle pour pouvoir subsister. Les persécutions à jet continu ne peuvent pas être un moyen de gouvernement.

Il pourrait être tentant pour un Etat totalitaire comme l'Italie, de faire revivre la maxime : *cujus regio ejus religio*. Mais Mussolini, à bien des reprises, a déclaré qu'il s'agissait là d'un système périmé, et en fait, il n'a pas du tout essayé de le ressusciter. Mais, il ne s'est pas davantage rallié aux thèses libérales qu'il couvre sans cesse de sarcasmes.

Dans ces thèses, on pose en principe, que l'Etat, qui est une société temporelle, n'a pas le droit d'imposer une orthodoxie spirituelle : il doit pratiquer la liberté de conscience, de culte et d'enseignement. C'est le rôle des Eglises, qui sont des sociétés spirituelles, dont les fidèles ne font partie qu'à raison de leur foi, d'exiger l'unité de foi. Ce n'est pas le rôle de l'Etat, dont les sujets sont tenus dans l'allégeance par leurs intérêts matériels, autant que par leurs convictions spirituelles. L'Etat a le devoir de respecter la liberté de conscience et de culte. Poursuivre ouverte-

ment, ou par des voies détournées, l'établissement d'une doctrine d'Etat, c'est faire de celui-ci, écrit Hauriou, la contrefaçon d'une Eglise. L'obligation pour les Etats de respecter les croyances religieuses des minorités ethniques est même devenue, d'après les traités de paix de 1919, un principe de droit international, sanctionné par un droit d'intervention. Les puissances, appelées désormais à intervenir chez les autres pour faire respecter la liberté de conscience, seraient mal venues à ne pas la respecter complètement chez elles, surtout au regard d'individus qui ne font point partie de minorités ethniques, mais de la grande famille nationale (Hauriou, *Précis de Droit Constitutionnel*, p. 653 en note, Sirey 1929).

Ce système de la parité des divers cultes n'est pas celui de l'Italie actuelle. Il y a un culte, le culte catholique, qui a une situation de faveur : mais les autres ont des droits suffisants pour pouvoir vivre et se développer. En somme, il nous semble que le régime italien actuel ressemble comme un frère à celui qui existait en France sous Louis XVIII.

Dans la Charte de 1814, la religion catholique est la religion de l'Etat. Ce n'est plus seulement la religion de la « majorité des Français », ni même celle pratiquée dans leur particulier par les gouvernants. L'Etat a donc une religion à lui ; mais il admet les autres, spécialement la religion protestante et la religion

israélite. Du fait que la religion catholique est religion d'Etat, vont découler diverses conséquences : le clergé tient une grande place dans l'Etat : la Cour a un grand Aumônier ; le ministère de l'Instruction Publique est souvent aux mains d'un dignitaire ecclésiastique ; la religion catholique est spécialement protégée contre les attaques de la Presse. On peut assurément en discuter les dogmes, mais il faut le faire avec respect.

Le divorce, qui existait depuis la Révolution, fut supprimé en 1816, comme contraire aux lois de l'Eglise, mais aussi comme néfaste socialement. Le repos du dimanche était obligatoire. Le sacrilège est punissable.

Dans l'ensemble, la Restauration respecte la liberté de conscience et de culte, mais la place de l'Eglise catholique est prééminente. C'est exactement le cas dans l'Italie actuelle. La question des cultes y est traitée avec beaucoup de réalisme.

Pie XI a une prédilection marquée pour le régime concordataire qui met en pleine valeur la primauté du Saint-Siège : l'Italie passe avec lui un Concordat qui est le plus avantageux pour l'Eglise que l'on ait vu depuis longtemps. Mais, en contre-partie, la Papauté renonce à ses prétentions sur Rome et met son influence au service de l'Italie. Mussolini ne s'entête pas à vouloir régler de sa seule autorité, le régime du

culte catholique en Italie : il comprend qu'il est préférable de s'entendre avec le Pape : il y aura beaucoup moins de frictions et de heurts.

Avec les Israélites, le gouvernement italien ne traite pas ouvertement ; mais il les consulte, et il fait ensuite des règlements qui ont d'avance leur assentiment.

Pour ce qui est des Vaudois, il respecte leurs vœux qui sont de rester sous l'empire du droit commun et il suit la même politique vis-à-vis des branches italiennes des Eglises évangéliques étrangères.

Enfin, pour ce qui est des Orthodoxes yougoslaves, il s'entend avec la Yougoslavie.

Bref, le gouvernement italien s'attache à ne méconter aucune des Eglises qui développent leur activité dans la Péninsule. On lui a reproché d'avoir fait bon marché de sa souveraineté surtout en matière de mariage et de causes matrimoniales. La critique est peut-être fondée, mais la notion de souveraineté est-elle donc un dogme ? Et son contenu n'a-t-il pas beaucoup évolué et n'est-il pas destiné à évoluer encore ? Qui pourrait se flatter de dresser le catalogue des prérogatives qui devraient être mises sous le vocable : souveraineté ?

Vu :
Pour le Doyen, l'assesseur
G. RIPERT.

Vu :
Le Président de thèse,
G. SCELLE.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- DEL GIUDICE. — *Corso di diritto ecclesiastico italiano*, Milano 1933, 2° édit.
- SCADUTO. — *Diritto ecclesiastico vigente in Italia*, Firenze, 1892.
- FRIEDBERG. — *Trattato del diritto ecclesiastico cattolico e evangelico*, Torino, 1893.
- JÉMOLO. — *Elementi di diritto ecclesiastico*, Firenze, 1927.
- FALCO. — *Corso di diritto ecclesiastico*, Padova, 1930.
- SCHIAPPOLI. — *Corso di diritto ecclesiastico*, Napoli, 1930.
- PIACENTINI. — *I culti ammessi nello stato italiano*, Milano, 1934.
- MAGNI. — *Intorno al nuovo diritto dei culti ammessi in Italia*, Sassari, 1931.
- JACUSIO. — *Commento della nuova legislazione in materia ecclesiastica*, Torino, 1932.
- LA SCALA. — *Culti ammessi non pui tollerati*, Napoli, 1932.
- AZZOLINI. — *Il ministro di culto ufficiale dello stato civile ? 1930.*
- MIGLIORI. — *Codice Concordatorio*. (Recueil contenant les accords de Latrian et toutes les lois et tous les décrets sur le culte catholique et les cultes dissidents).
- D'AVACK. — *Il diritto matrimoniale dei culti acattolici nell' ordinamento giuridico italiano*, Roma, 1933.
- JANNI. — *Il matrimonio con effetti civili in Italia, specie nei riguardi dei culti ammessi*, 1932.
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

Les accords de Latran du 11 février 1929 provoquent une panique parmi les adhérents des cultes non-catholiques en Italie et à l'étranger.

Le gouvernement italien fait des déclarations rassurantes et promet une législation qui assurera la liberté de conscience et de culte.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Cultes non-catholiques existant en Italie</i>	7
--	---

Notions sommaires sur les cultes hébraïques, protestants et orthodoxes, spécialement dans la période antérieure aux accords de Latran.

Statistiques des fidèles de ces divers cultes.

CHAPITRE II. — <i>Situation privilégiée de l'Eglise catholique par rapport aux autres cultes</i>	19
--	----

Le statut du Royaume de 1848 : les textes et leur application.

La parité des divers cultes.

Le Concordat du 11 février 1929 et les textes d'actualisation.

Le caractère sacré de Rome : conséquences.

Exemption des clercs du service militaire en temps de paix et dans certaines limites, en temps de guerre. - Règles particulières quant à leur ré-

munération, quant aux poursuites pénales qui peuvent être exercées contre eux.

L'Italie reconnaît les jours de fête de l'Eglise : repos obligatoire.

Interdiction de certains emplois pour les prêtres apostats.

Les curés deviennent officiers de l'état civil en matière de mariage.

Les causes matrimoniales sont de la compétence des Tribunaux d'Eglise.

La question de l'enseignement : difficultés entre le Vatican et le gouvernement italien.

Que le Concordat est très favorable à l'Eglise catholique bien que certains théologiens y aient relevé des traces de juridictionnalisme.

CHAPITRE III. — *La liberté de conscience dans l'Italie actuelle* 43

Qu'est-ce que la liberté de conscience ? - Opinions de Ruffini, Luzzatti, Friedberg, etc... - Existait-elle en Italie avant le Fascisme ? - Examen détaillé de la question. - Existe-t-elle depuis ? Etude de diverses objections : répressions spéciales des offenses au culte catholique.

CHAPITRE IV. — *Le statut légal actuel des cultes dissidence en général* 51

Rappel des textes sur la matière.

Etude détaillée de ces textes : la liberté des divers cultes.

La personnalité morale de leurs institutions.

L'agrément des dignitaires.

La propagande et le prosélytisme.

La célébration des mariages.

Les critiques de Pie XI : les lois italiennes sont-elles trop favorables aux cultes dissidents ?

CHAPITRE V. — *Les Communautés juives* 63

Enumération des textes spéciaux qui les concerne. - Statistiques. - Dogmes - Rites. - Rapports de ces communautés et de l'Etat avant le Fascisme et depuis.. - La personnalité morale des Eglises juives. - Liste des Eglises - Qui fait partie de ces Eglises ? A quelles conditions peut-on en sortir et s'y faire réintégrer. - Les inhumations dans les cimetières israélites. - L'Union obligatoire des communautés israélites : ses fonctions. Le budget des communautés : l'approbation de l'Etat.

CHAPITRE VI. — *Les autres cultes dissidents : Vaudois, Protestants, Orthodoxes* 81

Brève histoire des Vaudois - Statistiques - Leurs croyances - Leur culte - Les Vaudois veulent vivre sous le droit commun - Diverses positions possibles des cultes par rapport à l'Etat - La Tavola Valdese - Autres Eglises évangéliques italiennes : classification - Enumération des principales : statuts - Détails sur l'Armée du Salut - Les Eglises orthodoxes, yougoslaves, grecques et russes - Notions sommaires.

CONCLUSION 95

La liberté de conscience et de culte est une idée relativement nouvelle. Rappel de la maxime : *cujus regio ejus religio*. - La thèse libérale de la parité des cultes et de l'indifférence de l'Etat - Comparaison entre la Restauration et l'Italie actuelle : situation de privilège pour l'Eglise catholique, mais liberté des divers cultes. - Le Fascisme a-t-il sacrifié la souveraineté de l'Etat ?

